

<b>CONTRAT D'AUTEUR REALISATEUR ET DE CESSON DE DROITS</b>	
<b>ŒUVRE :</b> <b>Œuvre audiovisuelle unitaire de fiction « ZONE A DEFENDRE »</b>	
<b>ENTRE LES SOUSSIGNES:</b>	
La Société <b>CHI-FOU-MI PRODUCTIONS</b> SAS au capital de 48.000 €, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 520 372 178 dont le siège social est situé 12 rue Barbette – 75003 Paris, représentée par Monsieur Hugo SELIGNAC, dûment habilité aux fins du présent contrat	
Ci-après dénommée : le « Producteur »	
<b>D'une part,</b>	
<b>ET</b>	
Romain COGITORE domicilié chez son Conseil dont les coordonnées figurent ci-dessous,	
Ci-après dénommé : l' « Auteur-Réalisateur »	
<b>EN PRESENCE DE Maître Bertrand LE GOFF ("le Conseil") :</b> domicilié 6, rue Edouard Detaille – 75017 Paris	
<b>D'autre part,</b>	
<b><u>IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :</u></b>	
L'Auteur-Réalisateur a co-écrit un projet d'œuvre audiovisuelle unitaire de fiction provisoirement intitulée "ZONE A DEFENDRE". (ci-après dénommé " <b>le Programme</b> ").	
Le Producteur a conclu un accord avec Disney pour la production du Programme.	
Le Producteur envisage par conséquent de développer et produire pour Disney une œuvre audiovisuelle unitaire potentielle destinée à être exploitée par Disney et/ou l'une de ses filiales, sociétés du groupe, sociétés affiliées et/ou sociétés associées ("Groupe Disney") localement et/ou dans le monde entier.	
Le Programme sera produit principalement en France et est destinée à une exploitation principale sur les services de Disney + ou tout autre service à la demande détenu ou contrôlé par le Groupe Disney (ci-après « Services Disney »).	





Le Producteur souhaite par les présentes confier à l'Auteur-Réalisateur la réalisation du Programme en tant que réalisateur – cette réalisation étant ci-après dénommée l'« Œuvre ».

L'Auteur-Réalisateur ayant accepté, le présent Contrat a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'Auteur-Réalisateur est engagé pour la réalisation du Programme et cède, en tant qu'auteur-réalisateur, par le présent Contrat au Producteur l'ensemble des droits sur l'Œuvre nécessaires à la conception, le développement, la réalisation, la mise en production et l'exploitation de l'Œuvre et du Programme.

L'engagement de l'Auteur-Réalisateur en tant que réalisateur-salarié fait l'objet d'un contrat d'engagement distinct conclu entre l'Auteur-Réalisateur et le Producteur ce jour concomitamment (« **le Contrat de Réalisateur-salarié** »).

### **IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE OULSUIT :**

#### **ARTICLE 1 - OBJET**

##### **1. Définitions**

"L'Œuvre" signifie dans le cadre du présent Contrat : la réalisation du Programme par l'Auteur-Réalisateur tant au titre du Contrat de Réalisateur-salarié que du présent Contrat, et tous les résultats et produits attachés à cette réalisation.

**2. Objet :** Le présent contrat (ci-après « **le Contrat** ») a pour objet:

Le préambule fait partie intégrante du présent Contrat avec lequel il constitue un tout indivisible.

- D'une part, le Producteur commande à l'Auteur-Réalisateur la réalisation du Programme.

- D'autre part, l'Auteur-Réalisateur cède exclusivement, irrévocablement au Producteur agissant pour Disney tous les droits relatifs à l'Œuvre conformément aux termes et conditions définis à l'article 4 ci-dessous, en vue de la réalisation, de la mise en production et de l'exploitation du Programme.

Le titre du Programme pourra être modifié dans les conditions visées ci-dessous

Dans le cas où le titre du Programme pour son exploitation en France ne serait pas celui mentionné aux présentes, le titre définitif du Programme sera, en cas de changement, déterminé modifié d'un commun accord entre l'Auteur-Réalisateur, le Producteur et Disney étant entendu qu'en cas de désaccord persistant l'avis de Disney prévaudra. Il est en outre précisé que le Producteur et/ou Disney pourra modifier et traduire le titre du Programme, en fonction des impératifs liés à l'exploitation commerciale du Programme à l'étranger.

#### **ARTICLE 2 – REALISATION DU PROGRAMME**

L'Auteur-Réalisateur est engagé pour les travaux de réalisation durant la préparation, le tournage et la post-production du Programme qui seront tournés et livrés conformément aux spécifications suivantes :

-Titre provisoire : ZONE A DEFENDRE

BW 45 QR

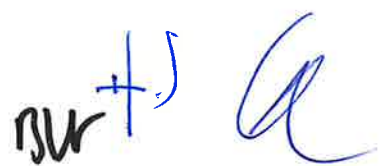
<p>-Format prévisionnel : TBD</p> <p>-Auteur-scénaristes : Romain COGITORE</p> <p>-Version originale : Française</p> <p>-Support technique : TBD</p>
<p>L'ensemble des travaux de réalisation sera effectué par l'Auteur-Réalisateur conformément au budget et au calendrier de production du Programme décidé par le Producteur.</p> <p>Le format définitif du Programme et, de manière générale toutes autres caractéristiques artistiques et techniques du Programme seront déterminés d'un commun accord sous réserve du respect du budget du Programme et des caractéristiques principales de l'Œuvre telles que validées au scénario définitif du Programme tels que transmis par le Producteur à Disney en date du 19 janvier 2022.</p>
<p>L'Auteur-Réalisateur s'engage à tenir compte de toutes les indications, orientations, remarques et commentaires du Producteur et à faire toutes modifications, ajouts et/ou suppressions requis par le Producteur à tout moment pendant la réalisation et le développement, la production et/ou la post-production du Programme, sans rémunération additionnelle, sous réserve du respect du droit moral de l'Auteur, des caractéristiques principales de l'Œuvre telles que validées au scénario définitif du Programme tels que transmis par le Producteur à Disney en date du 19 janvier 2022.</p> <p>Sans limiter la portée générale de ce qui précède, l'Auteur-Réalisateur accepte par les présentes que le Producteur puisse demander tous/toutes modifications, ajouts et/ou suppressions pour les motifs ci-après, sous réserve du respect du droit moral de l'Auteur, des caractéristiques principales de l'Œuvre telles que validées au scénario définitif du Programme tels que transmis par le Producteur à Disney en date du 19 janvier 2022, exclusivement pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* afin de s'assurer que le Programme ne contient pas de scène et/ou dialogues dont le Producteur ou Disney, pourrait estimer qu'ils ne pourraient pas les diffuser ou autoriser leur diffusion sur leur services (du point de vue de la conformité aux lois et réglementations applicables concernant la publicité, la protection des enfants et adolescents et la dignité humaine, etc.) ;</li> <li>* afin d'assurer la conformité avec le budget de production du Programme ;</li> <li>* afin d'assurer la conformité avec les politiques internes et/ou les normes de Disney telles que remises ou notifiées à l'Auteur-Réalisateur le cas échéant et afin de se conformer avec toutes demandes en application desdites politiques internes et normes ;</li> <li>* afin de ne pas porter atteinte aux droits de la personnalité des tiers et de donner lieu à des attaques pour atteinte à la vie privée, diffamation, injure, plagiat, contrefaçon, etc. ou de troubler la production et l'exploitation du Programme.</li> </ul>
<p>Le Programme sera réputé achevé lorsque la version définitive a été établie. d'un commun accord entre, d'une part, le Réalisateur et, d'autre part, le Producteur, conformément aux dispositions de l'article L.121-5 du CPI.</p>
<p>Il est convenu entre les Parties que, dans le cas où l'Auteur-Réalisateur serait amené à retirer son nom comme prévu ci-dessus, toutes les dispositions fixées à l'Article 5 « Rémunérations » garderont leur plein et entier effet et continueront à s'appliquer.</p>
<p>Si l'Auteur-Réalisateur est dans l'incapacité d'exécuter tout ou partie des travaux de réalisation selon les modalités requises par le présent Contrat et/ou le Contrat de Réalisateur-salarié en raison d'une incapacité mentale et/ou physique résultant d'une maladie et/ou d'un accident, tel que constaté par la médecine du travail, l'Auteur-Réalisateur- doit le notifier immédiatement le Producteur qui aura la faculté de remplacer l'Auteur-Réalisateur par un ou plusieurs réalisateur(s) choisis d'un commun accord, étant entendu qu'en cas de désaccord persistant la décision du Producteur prévaudra, sans préjudice du droit pour le Producteur de résilier le présent Contrat conformément à l'Article 14 . Le Producteur conservera le bénéfice des droits cédés par l'Auteur-Réalisateur en vertu du présent Contrat.</p> <p>L'Auteur-Réalisateur conservera la part de la Rémunération Initiale effectivement perçue par l'Auteur-Réalisateur au titre des travaux de réalisation exécutés et le Producteur n'aura aucune obligation de verser le solde de la Rémunération Initiale. En outre, la Rémunération Proportionnelle, la Rémunération au titre des Productions Dérivées et toute(s) autre(s) rémunération(s) applicable(s) en vertu des présentes seront réduites au pro-rata proportionnellement à la réduction de la Rémunération Initiale. Les stipulations du présent Contrat relatives au crédit seront modifiées d'un commun accord entre l'Auteur-Réalisateur et le Producteur en fonction de la contribution effective de l'Auteur-Réalisateur au Programme étant convenu qu'en cas de désaccord, la décision du Producteur prévaudra.</p> <p>Dans ce cas, l'Auteur-Réalisateur s'engage dès à présent à ne pas utiliser sa contribution et à ne pas s'opposer à l'utilisation de sa contribution en vue de l'achèvement du Programme.</p>
<p><b>ARTICLE 3: DROIT DE PRIORITE</b></p>

3W 4J A

<b>(a) Saisons Suivantes</b>
N/A
<b>(b) Productions Dérivées (en langue française)</b>
<p>Pour la réalisation de toute Production Dérivée (remake, prequel, sequel, spin off tels que définis aux articles 4-C-15, 16, 17, 18) destinée à être produite en langue française le cas échéant :</p> <p>Dans l'hypothèse où le Producteur et/ou Disney (ci-après le « Producteur de la Production Dérivée ») souhaiterait produire une Production Dérivée en langue française, la réalisation sera proposée en priorité à l'Auteur. Ce dernier disposera d'un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour accepter ou refuser la réalisation, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur-Réalisateur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur-Réalisateur.</p> <p>Il est précisé que dans l'hypothèse où l'Auteur-Réalisateur renoncerait à ce droit de priorité sur toute première Production Dérivée susvisée, cette renonciation emporterait renonciation définitive audit droit de priorité sur toute Production Dérivée subséquente.</p>
<b>ARTICLE 4– DROITS CEDES</b>
<p>L'Auteur-Réalisateur cède exclusivement et irrévocablement au Producteur, au fur et à mesure de sa réalisation et création, dans l'univers entier, sur tous supports, connus ou conçus ultérieurement et pour la durée prévue à l'article 5 du Contrat, tous les droits d'auteur de l'Auteur-Réalisateur sur l'Œuvre, et plus généralement sur tous éléments créés par l'Auteur-Réalisateur en exécution du Contrat et du Contrat de Réalisateur-salarié, selon les termes et conditions énoncés ci-dessous.</p> <p>En conséquence de cette cession, l'Auteur-Réalisateur donne son accord aux coupures et modifications de montage mineures qui pourront être justifiées par le reformatage de l'Œuvre en vue de son exploitation notamment en raison de réglementations locales, en tout état de cause sous réserve du respect du droit moral de l'Auteur-Réalisateur.</p>
<p>La présente cession couvre également tous les travaux préparatoires de l'Œuvre, y compris ceux qui ne sont pas utilisés et/ou ne seraient pas repris dans le Programme.</p>
<p>Les droits cédés en vertu du présent Contrat comprennent notamment les droits suivants :</p>
- le droit d'adaptation de l'Œuvre et du Programme;
- le droit de reproduction de l'Œuvre et du Programme ;
- le droit de représentation de l'Œuvre et du Programme ;
- les droits d'utilisation secondaire et dérivée de l'Œuvre et du Programme.
<b><u>A – Les droits de reproduction et d'adaptation comportent notamment :</u></b>



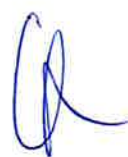
BUK AS AK

1. Le droit d'adapter l'Œuvre pour une exploitation sous forme d'une œuvre audiovisuelle et de produire, de faire produire, de distribuer ou de faire distribuer le Programme en toutes langues et/ou en version sous-titrée ou audio- décrite et/ou avec ou sans paroles,
2. Le droit d'enregistrer et/ou de faire enregistrer par tout procédé technique connu ou inconnu à ce jour, (notamment chimique, optique, magnétique, analogique, numérique, etc.), sur tous supports connus ou inconnus à ce jour (notamment supports magnétiques, optiques, électroniques et/ou numériques et/ou opto-numériques, tels que pellicule, film, bande magnétique vidéo, vidéocassettes, vidéodisques, DVD, Blu-Ray, etc.), en tous formats et en toutes définitions, en utilisant tous rapports de cadrage, les images en noir et blanc ou en couleurs, les sons originaux et doublages, les titres ou sous-titres, en toutes langues, de l'Œuvre ainsi que les photographies fixes représentant des scènes de l'Œuvre,
3. Le droit de faire réaliser à partir de l'Œuvre une série d'un nombre illimité d'épisodes, quel qu'en soit le format, la langue de production ou de diffusion ;  Dans l'hypothèse où une série serait produite ou coproduite par Disney en qualité de producteur délégué ou par le Producteur en qualité de producteur exécutif et en langue française, sa réalisation sera proposée en priorité à l'Auteur-Réalisateur, sous réserve que ce dernier ait toujours une activité d'auteur à cette date. Ce dernier disposera d'un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour accepter ou refuser la réalisation, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur-Réalisateur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur-Réalisateur.  Il est précisé que dans l'hypothèse où l'Auteur-Réalisateur renoncerait à ce droit de priorité sur toute première œuvre dérivée susvisée, cette renonciation emporterait renonciation définitive audit droit de priorité sur toute œuvre dérivée subséquente.
4. Le droit d'enregistrer et de synchroniser avec les images de l'Œuvre toute composition musicale avec ou sans paroles, originale et/ou préexistante;
5. Le droit d'établir et/ou de faire établir, en nombre qu'il plaira au Producteur ou à ses ayants droit, tous originaux, doubles ou copies de l'Œuvre sur tous supports visés ci- dessus, en tous formats et par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à partir des enregistrements ci-dessus;
6. Le droit de mettre et/ou de faire mettre en circulation (c.à.d. de distribuer) dans l'univers entier, ces originaux, doubles ou copies de l'Œuvre pour toute communication au public par les modes d'exploitation prévus au paragraphe B ci-après;
7. Le droit de numériser l'Œuvre et/ou faire numériser le Programme et/ou l'Œuvre, en tout ou partie, de les stocker en mémoire sur tout support, de les moduler, de les compresser et décompresser et d'utiliser tout autre procédé technique de même nature à l'égard du programme digitalisé, pour les besoins de leur stockage, de leur transfert et de leur exploitation;
8. Le droit d'utiliser l'Œuvre dans tous/toutes bandes-annonces, promo reels, teasers, etc. du Programme et/ou de toute autre œuvre et d'y intégrer tout commentaire ou slogan relatif à la promotion du Programme, ainsi que le droit d'utiliser l'Œuvre dans tout making-off de la production du Programme ;
9. Le droit d'adapter l'Œuvre, en tout ou partie, en la transposant lors de la réalisation d'un genre à l'autre (œuvre écrite /audiovisuelle);
10. Le droit d'adapter l'Œuvre, en tout ou partie, comprenant le droit d'adapter notamment son scénario, y compris les personnages (et le nom des personnages) sous réserve du respect du droit moral de l'Auteur-Réalisateur ;





<p>12. Le droit d'adapter de l'Œuvre pour une exploitation sous forme d'une œuvre audiovisuelle;</p> <p>Dans l'hypothèse où une adaptation audiovisuelle serait produite ou coproduite par Disney en qualité de producteur délégué OU par le Producteur en qualité de producteur exécutif et en langue française, sa réalisation sera proposée en priorité à l'Auteur, sous réserve que ce dernier ait toujours une activité d'auteur à cette date. Ce dernier disposera d'un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour accepter ou refuser la réalisation, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur-Réalisateur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur-Réalisateur.</p> <p>Il est précisé que dans l'hypothèse où l'Auteur-Réalisateur renoncerait à ce droit de priorité sur toute première adaptation susvisée, cette renonciation emporterait renonciation définitive audit droit de priorité sur toute adaptation subséquente.</p>
<p>13. De manière générale, l'Auteur-Réalisateur autorise tout reformatage pour les besoins de la distribution de l'Œuvre et tout compactage, compression ou autre technique nécessaire à la digitalisation, au stockage et au transfert numérique des images et des sons de l'Œuvre ;</p>
<p>14. Le droit de transposer ou de faire transposer le Programme dans toute version tant française qu'étrangère ainsi que tout doublage, la voix off, la lecture vocale et/ou le sous-titrage dans n'importe quelle langue et dans n'importe quel format.</p>
<p><b>B. Le droit de représentation et de communication au public comporte notamment, à titre principal :</b></p>
<p>Le droit exclusif de représentation et de communication au public de l'Œuvre dans l'univers entier, en version originale et en toutes autres langues, doublée, sous-titrée et/ou audio-décrite, et notamment :</p>
<p>1. <b>Par télédiffusion par tous procédés inhérents à ce mode d'exploitation</b> connus ou inconnus à ce jour, avec ou sans fil, notamment la télédiffusion analogique et/ou numérique par voie hertzienne terrestre, par câble, par satellite, par ADSL, par télévision numérique terrestre, par Internet (notamment par « Web TV »), par réseaux mobiles, par le biais de transmission par signes et/ou commutations (notamment télétexte, paging, service on line, téléphone fixe, etc.), gratuite ou payante (c'est-à-dire TV gratuite ou payante) ou par tout autre moyen de diffusion via tous réseaux de communication, en vue de la communication au public en mode linéaire de l'Œuvre à titre gratuit ou Payant, quels que soient les récepteurs de visualisation (téléviseurs, ordinateurs, terminaux mobiles tels que téléphones portables, agendas, et assistants personnels, etc.).</p>
<p>2. <b>Par le biais d'un abonnement vidéo à la demande (« SVOD »)</b>, et notamment mais non exclusivement par le biais des Services Disney et par voie de communication via tout réseau électronique tel que le réseau internet et tout service de communication en ligne, en ce compris notamment via toute application et/ou tout contenu numérique interactif et/ou tout moyen permettant de transmettre des données, des images et/ou des sons, quel que soit les moyens d'accès à ces réseaux (terrestres, câblés, satellitaires, par fibre optique, etc.), quels que soient les moyens de réception utilisés (télévisions, ordinateurs, terminaux mobiles tels que téléphones portables, agendas, et assistants personnels, etc.) et les moyens permettant de diffuser des images animées (analogiques ou numériques) et la fonctionnalité du contrôle d'accès utilisé, pour la réception collective dans des lieux publics et/ou privés, dans les secteurs commerciaux et non commerciaux, en ce compris, notamment, dans les cafés, les bars et/ou les restaurants, dans l'univers, contre paiement d'un abonnement forfaitaire.</p>

3. **Par les autres moyens de transmission à la demande individuelle du public par tous procédés inhérents à ce mode d'exploitation** connus ou inconnus à ce jour, par tous réseaux de communication électronique, en ce compris ceux listés au paragraphe 1. ci-dessus, notamment en ligne (tels que les réseaux du type Internet) ou par réseaux mobiles, en « streaming » (lecture d'un flux audio ou vidéo à mesure qu'il est diffusé), ou en téléchargement définitif ou temporaire, et pour visualisation sur tout matériel de réception (notamment ordinateurs, téléviseurs, terminaux mobiles, tels que téléphones portables, agendas, et assistants personnels, etc.); et ce à titre gratuit (notamment par « Free VOD » et « Advertising VOD », télévision de rattrapage ou « catch-up TV » et en prévisionnage ou « preview ») ou contre paiement d'un abonnement forfaitaire ou d'un prix individualisé (notamment par « pay per view », « near video on demand » et par tous autres types de « vidéo à la demande », non décrits dans le paragraphe précédent etc.), et en général par tous moyens similaires existants ou à découvrir.

4. et, plus généralement, le droit d'exploiter l'Œuvre partout procédé audiovisuel et de diffusion des images et/ou du son, similaires existants ou à découvrir.

Ces communications pourront être faites soit directement par le Producteur, par Disney (et le Groupe Disney), soit par l'intermédiaire de tous tiers ou organismes autorisés par le Producteur et ce, tant dans le secteur commercial que non commercial.

**C. Le droit d'utilisation secondaire comporte notamment :**

1. **Le droit d'exploiter l'Œuvre sous forme de vidéogrammes** (notamment par vidéocassettes, vidéodisques, DVD, Blu-Ray et/ou sur tous autres supports de stockage connus ou inconnus à ce jour) destinés à la vente, à location ou à la mise à disposition du public en vue d'une utilisation privée et par tous procédés connus ou inconnus, non prévus ou non prévisibles à ce jour (procédés analogiques, numériques, opto-numériques ou autres).

2. **Le droit de représenter ou de faire représenter publiquement le Programme /l'Œuvre** en version originale, doublée ou sous-titrée en toute langue sur tous supports, par tous modes et procédés connus ou inconnus à ce jour et ce, dans toute salle réunissant du public, et notamment les salles d'exploitation cinématographique (salles de cinéma), payantes ou non-payantes, tant dans le secteur commercial que dans le secteur non commercial.

3. Le droit d'exploiter l'Œuvre par tous moyens et procédés audiovisuels dans les circuits non commerciaux ;

4. Le droit d'autoriser la reproduction et la représentation sur tout support et par tout procédé, de l'Œuvre par extraits et/ou fragments, seuls ou combinés à d'autres éléments, y compris insérés dans une nouvelle œuvre, et ce sous réserve du droit moral de l'Auteur-Réalisateur ;

5. Le droit d'autoriser la reproduction et la représentation sur tout support et par tout procédé (notamment sur phonogrammes, par télédiffusion et radiodiffusion, sous forme de podcast accessibles par tout réseau, tout mode et accessible sur tout récepteur), des éléments sonores de l'Œuvre, indépendamment des images ;

6. Le droit d'autoriser la présentation publique de l'Œuvre en tout ou en partie dans tout marché, festival ou manifestation de promotion ;

7. Le droit d'exploiter l'Œuvre en intégralité ou par fragments par tout réseau, notamment de télécommunication ou câblés, par tout procédé interactif inhérent à ce mode d'exploitation mis en œuvre à ce jour ;

8. Le droit d'exploiter tout arrangement de l'Œuvre ainsi que tout ou partie de l'Œuvre sous toute autre forme informatique, télématique ou téléphonique mobile et/ou fixe, et notamment le droit de consultation de l'Œuvre ou de ses éléments par les réseaux type Internet et intranet ;
9. Le droit de procéder ou d'intégrer partiellement ou non le Programme et/ou l'Œuvre dans le cadre de compilations ou de banques d'extraits d'images ;
10. Le droit d'inclure l'Œuvre dans toute base de données pour toute exploitation de cette dernière, de numériser toutes les données créées par l'Auteur-Réalisateur et de compresser ou décompresser lesdites données ;
11. Le droit de reproduire et représenter tous extraits ou arrangements de l'Œuvre, notamment pour sa promotion, publicité et/ou marketing ;
12. Le droit de reproduire et représenter tout extrait de l'Œuvre dans les autres œuvres réalisés ultérieurement dans le cadre du Programme, sequels, prequels, œuvres connexes et/ou d'autres productions (par exemple pour des flashbacks) ;
13. Le droit d'entreprendre la production et l'exploitation d'un « art-of » audio et/ou littéraire ayant pour objet de décrire, analyser, commenter le processus de création de l'Œuvre et/ou du Programme;
14. Le droit d'utiliser le titre de l'Œuvre, ainsi que les noms des personnages de l'Œuvre, pour toutes les exploitations prévues au Contrat, ce droit comprenant la faculté de déposer et d'exploiter ce titre et/ou ces noms en tant que marques et/ou noms de domaine, ainsi que le droit d'utiliser le titre de l'Œuvre et/ou le(s) nom(s) des personnages dans le cadre de l'exploitation de la bande originale du Programme le cas échéant et/ou dans toute œuvre musicale;
15. Le droit dit de « remake », c'est-à-dire le droit de réaliser, reproduire et représenter postérieurement à l'Œuvre objet du Contrat, une ou des œuvres audiovisuelles et/ou cinématographiques reprenant les mêmes thèmes originaux, personnages, situations, dialogues, etc., en tout ou partie ;
16. Le droit de « sequel » c'est-à-dire le droit de réaliser, reproduire et représenter postérieurement du Programme objet du Contrat, une ou des œuvres audiovisuelles et/ou cinématographiques qui en seraient la suite et en reprendraient par conséquent certains éléments originaux créés par l'Auteur-Réalisateur en application du présent Contrat (titre, thème, scénario, personnages, décors...) ;
17. Le droit de « prequel » c'est-à-dire le droit de réaliser, reproduire et représenter postérieurement à l'Œuvre objet du Contrat, une ou des œuvres audiovisuelles et/ou cinématographiques dont l'histoire se situerait en amont de l'Œuvre et qui en reprendraient par conséquent certains éléments originaux créés par l'Auteur-Réalisateur en application du présent Contrat (titre, thème, scénario, personnages, décors...) pour le(s) placer dans une histoire et/ou des situations dont l'action se déroulerait à une époque antérieure à l'Œuvre ;
18. Le droit de « spin-off », c'est-à-dire le droit de produire, de réaliser et d'exploiter une ou plusieurs œuvres audiovisuelles et/ou cinématographiques, dont l'action ne comporterait pas nécessairement un lien direct avec l'Œuvre mais qui en reprendrait un ou plusieurs personnages originaux, le cas échéant parmi les personnages secondaires originaux, pour le(s) placer dans une histoire et/ou des situations entièrement originales ;

BLW +S GA



19. Le droit de produire, de réaliser et d'exploiter une ou plusieurs œuvres audiovisuelles n'ayant pas de lien avec l'Œuvre mais intégrant à quelque titre que ce soit un ou plusieurs éléments de l'Œuvre (à titre d'exemple et sans que la liste soit limitative : personnages originaux, décors, accessoires), sous réserve du droit moral de l'Auteur-Réalisateur;

20. Le droit de réaliser un « making of », c'est-à-dire de réaliser, reproduire et représenter toute œuvre audiovisuelle et/ou cinématographique consacrée à la production, à la réalisation et/ou au tournage de l'Œuvre, intégrant le cas échéant des extraits et/ou des images et/ou des « rushes » de l'Œuvre et/ou du Programme. Il est précisé que le « making of » relève du répertoire de la SACD.

Du fait de la présente cession, le Producteur disposera, concernant les éventuels remakes, sequels, prequels, spin-off et/ ou making of, des mêmes droits que ceux dont il bénéficie au titre de l'Œuvre, tels que ces droits sont énumérés à l'article 4 du Contrat.

Dans l'hypothèse où tout remake, sequel, prequels spin-off, et/ ou making of serait produit ou coproduit par Disney en qualité de producteur délégué ou par le Producteur en qualité de producteur exécutif et en langue française, sa réalisation (en collaboration le cas échéant avec un ou plusieurs co-auteur(s)) sera proposée en priorité à l'Auteur-Réalisateur sous réserve que ce dernier ait toujours une activité d'auteur à cette date. Ce dernier disposera d'un délai de 15 (quinze) jours (ce délai étant porté à 30 (trente) jours aux mois de juillet et août) à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour accepter ou refuser la réalisation, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur-Réalisateur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur-Réalisateur.

Il est précisé que dans l'hypothèse où l'Auteur-Réalisateur renoncerait à ce droit de priorité sur toute première œuvre dérivée susvisée, cette renonciation emporterait renonciation définitive audit droit de priorité sur toute œuvre dérivée subséquente.

21. Le droit de reproduire et de représenter, ainsi que le droit d'adapter tout ou partie des éléments de l'Œuvre en y adjoignant le cas échéant toute contribution nouvelle et/ou préexistante pour les besoins de la production, de la réalisation et de l'exploitation de tout programme ou œuvre multimédia et notamment interactif, tels que les jeux vidéo « off » ou « on-line », les jeux dits « sociaux » et les applications pour terminaux mobiles (par « terminaux mobiles » on entend les téléphones portables, les tablettes et/ou tout support mobile existant ou à venir), commercialisé et/ou diffusé sur tout support d'enregistrement, destiné à la vente, à la location, ou au prêt pour l'usage privé du public et/ou par tout procédé de diffusion avec ou sans fil via tous réseaux de communication électronique, et notamment Internet, réseaux de téléphonie mobile, par voie hertzienne, terrestre, par câble, satellite, etc.

De façon générale, le Producteur disposera, pour l'exploitation de tels programmes ou œuvres multimédias ou interactifs tirés de l'Œuvre, de tous les droits qui lui sont cédés pour l'Œuvre elle-même aux termes du Contrat.

#### **D – Les droits dérivés comportent notamment :**

1. Le droit d'adapter l'Œuvre sous forme d'édition graphique et/ou littéraire, et de reproduire ou de faire reproduire cette adaptation dans des livres, revues, journaux ou magazines comportant ou non des images, tirées de l'Œuvre ou non, en toutes langues et sous toutes formes, que la publication soit « off line » (notamment sur support papier, CD-Rom, DVD- Rom) ou « on line » (texte à télécharger notamment sur Internet). Ce droit comporte notamment le droit de procéder ou faire procéder à toute édition (ordinaire, deluxe, illustrée, populaire, de club, de poche, etc.), à toute traduction en toutes langues, ainsi qu'à toute reproduction en tout ou partie, prépublications ou post-publications dans les journaux ou en digest, condensé, bandes dessinées, etc.,

2. Le droit de merchandising (« merchandising »), c'est-à-dire le droit d'utiliser tout ou partie des éléments de l'Œuvre (titre, thème, personnages, décors, costumes, accessoires, etc.) :

- en vue de la fabrication, de la distribution, de la vente et de la commercialisation ou de la promotion de tout objet ou produit, notamment : jeux, jouets, objets ou œuvres des arts plastiques ou arts appliqués, etc.,

BSW + S A

- comme élément publicitaire,
- en vue de l'illustration du texte, avec ou sans adaptation, sous l'une des formes de publications prévues au paragraphe 1 ci-dessus,
- en vue de la fabrication ou de la décoration de tous articles, notamment dans les secteurs suivants : papeterie, articles de bureau, habillement, ameublement, toilette, hygiène, alimentation, etc.,
- 3. Le droit de reproduire tout ou partie de la musique de l'Œuvre sous forme de phonogrammes du commerce, avec ou sans utilisation des textes ou de tous autres éléments de l'Œuvre;
- 4. Le droit d'utiliser le titre de l'Œuvre, ainsi que les noms des personnages de l'Œuvre, pour toutes les exploitations dérivées énumérées ci-dessus;
5. Le droit d'adapter et d'exploiter tout ou partie de l'Œuvre (notamment personnages, décors, univers littéraire et graphique,...) pour des parcs à thèmes (notamment mais sans limitation : création et exploitation de décors, de manèges, de costumes, de parades, de spectacles vivants, de tout espace commercial accessible au public, de toute œuvre audiovisuelle ou multimédia adaptée de l'Œuvre, de tout jeux vidéo (y compris interactifs exploités par tout procédé de télécommunication), ces éléments pouvant donc être sous forme matérielle ou immatérielle, physique ou numérique, par tous moyens technologiques et supports d'exploitation connus ou inconnus à ce jour);
6. Le droit d'adapter et d'exploiter tout ou partie de l'Œuvre sous forme de spectacle vivant (notamment pièce de théâtre, comédie musicale,...), hors ceux visés au paragraphe précédent. Dans l'hypothèse où toute pièce de théâtre adaptée de l'Œuvre serait produite ou coproduite par Disney ou par le Producteur en langue française, la mise en scène sera proposée en priorité à l'Auteur-Réalisateur sous réserve que ce dernier ait toujours une activité d'auteur à cette date. Ce dernier disposera d'un délai de 15 (quinze) jours (ce délai étant porté à 30 (trente) jours aux mois de juillet et août) à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour accepter ou refuser la mise en scène, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur-Réalisateur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur-Réalisateur.  Il est précisé que dans l'hypothèse où l'Auteur-Réalisateur renoncerait à ce droit de priorité sur toute première adaptation susvisée, cette renonciation emporterait renonciation définitive audit droit de priorité sur toute adaptation subséquente.
7. Le droit d'adapter et d'exploiter tout ou partie de l'Œuvre sous forme d'œuvre cinématographique, d'œuvre d'animation ou de tous autres genres audiovisuels. En cas de coproduction par Disney en qualité de producteur délégué ou par le Producteur en qualité de producteur exécutif et en langue française, sa réalisation sera proposée en priorité à l'Auteur-Réalisateur. Ce dernier disposera d'un délai de 15 (quinze) jours (ce délai étant porté à 30 (trente) jours aux mois de juillet et août) à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour accepter ou refuser la réalisation, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur-Réalisateur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur-Réalisateur.  Il est précisé que dans l'hypothèse où l'Auteur-Réalisateur renoncerait à ce droit de priorité sur toute première œuvre dérivée susvisée, cette renonciation emporterait renonciation définitive audit droit de priorité sur toute œuvre dérivée subséquente.
8. Pour l'utilisation des droits susvisés et sous réserve du droit moral de l'Auteur-Réalisateur, le Producteur aura seul qualité pour conclure (directement ou par l'intermédiaire d'un agent) tout contrat nécessaire à leur exploitation (notamment dans les situations décrites au sein du présent Contrat).
<b>ARTICLE 4A – Droit de Prémption et de Priorité</b>

BLW + S A

L'Auteur-Réalisateur reconnaît et accepte que cet article est soumis à la pleine cession de tous les droits comme indiqué dans l'article 4 ci-dessus et reconnaît et accepte qu'il est de l'intention des Parties que cet article contienne une pleine cession de tous les droits sur l'Œuvre et plus généralement sur tous les éléments créés par l'Auteur-Réalisateur dans le cadre du Contrat et qu'il s'agit d'une condition fondamentale du Contrat.

Sans préjudice des dispositions relatives aux obligations de concurrence loyale et non parasitaire, notamment régie par les dispositions de l'article 1240 du Code Civil, le Producteur bénéficiera sur tous les droits qui ne lui sont pas expressément cédés aux termes du Contrat et dont l'Auteur-Réalisateur resterait titulaire, d'un droit de préemption ainsi que d'un droit de priorité qui s'exercera, pendant toute la durée du Contrat, suivant les modalités suivantes :

L'Auteur-Réalisateur devra transmettre au Producteur toute proposition qu'il aurait sur l'exploitation de droits non cédés par les présentes et le Producteur disposera d'un délai de (1) un mois à compter de la réception de ladite proposition pour la préempter, toute absence de réponse dans ce délai valant renonciation de la part du Producteur à son droit de préemption. L'Auteur-Réalisateur pourra alors conclure librement avec le tiers concerné, sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

Le Producteur aura la faculté de faire vérifier la réalité des offres présentées par les tiers et l'Auteur-Réalisateur s'oblige dès à présent à lui fournir toutes facilités à cet égard, notamment par la communication de toutes pièces justificatives.

Le Producteur bénéficie également d'un droit de priorité qui s'exercera comme suit : l'Auteur-Réalisateur, s'il souhaite exploiter un droit non cédé par les présentes, devra proposer au Producteur en priorité l'exploitation envisagée et le Producteur disposera d'un délai de (1) un mois à compter de la réception de ladite proposition pour l'accepter ou la refuser, toute absence de réponse dans ce délai valant renonciation de la part du Producteur au dit droit de priorité. L'Auteur-Réalisateur pourra alors conclure librement avec un tiers, sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

Il est entendu que dans l'un et l'autre cas, toute modification de la proposition initiale sera transmise au Producteur, sachant que cela reportera le délai précité d'autant.

Les dispositions du présent article sont essentielles et déterminantes à la conclusion du Contrat.

Sans préjudice de ce qui précède, l'Auteur-Réalisateur s'engage à ne pas produire un pitch, développer ou autrement être impliqué dans la production ou toute autre contenu basé sur le sujet le Programme du Programme (i) trois (3) ans après la première diffusion du Programme ou (ii) quatre (4) ans après la livraison du Programme.

#### **ARTICLE 5 – Droit à l'image**

L'Auteur-Réalisateur accepte d'être le cas échéant filmé, interviewé et/ou enregistré dans le cadre de sa contribution au Programme et il autorise le Producteur, Disney et leurs mandataires à reproduire, représenter et exploiter par tous moyens de diffusion et sur tous supports (connus à ce jour ou conçus dans le futur), toutes images (fixes et animées), séquences et/ou sons le représentant pris à cette occasion, en association ou non avec des images et/ou extraits du Programme. Le Producteur pourra synchroniser ou non toute œuvre musicale originale et/ou préexistante avec les images de l'Auteur-Réalisateur fixées.

Ces images et enregistrements de sa voix pourront être utilisés ensemble ou séparément, être insérés dans toute nouvelle œuvre se rapportant au Programme (notamment audiovisuelle : making of, bonus DVD, etc., mais également publications graphiques), être utilisés dans le cadre de la promotion et de l'exploitation du Programme et de ses éléments (scénario, bande originale musicale, etc.), et pourront être, de manière générale, diffusés sur tous supports et par tous modes, en tous formats, à titre gracieux ou onéreux, dans l'univers entier et pour la durée prévue à l'article 6 du Contrat, sous réserve de la validation des éléments par l'Auteur dans les conditions ci-après et que ces éléments soient exclusivement utilisés en association avec la présentation, promotion et exploitation de l'Œuvre et du Programme.

Les validations devront être données dans les 3 (trois) jours ouvrés suivant la soumission à l'Auteur-Réalisateur de la demande. A défaut de réponse dans le délai imparti, son accord sera réputé acquis sur les images soumis pour toute exploitation prévue aux présentes. Il est à ce titre convenu que l'Auteur-Réalisateur pourra, dans ce délai, refuser toute image où il serait représenté et qui ne lui conviendrait pas dans la limite de 35% (vingt-cinq pour cent) desdites images étant précisé que l'Auteur-Réalisateur s'engage en tout état de cause à tenir compte des besoins de la production dans le choix de ces images.

BRW + S A

**Publicité & Marketing** : L'Auteur-Réalisateur s'engage à participer de façon significative aux exigences en matière de publicité et de marketing (les « Prestations de Marketing et de Communication »), telles que raisonnablement demandées par Disney, relativement au Programme dans le monde entier, sans rémunération additionnelle que celle prévue aux présentes. Au minimum, l'Auteur-Réalisateur accepte:

- a) D'apparaître à l'avant-première initiale du Programme et pour les rencontres de presse ou "press junkets" correspondantes ;
- b) De faire un nombre raisonnable d'apparitions à des événements médiatiques et pour la presse pour la promotion du Programme, qui sont prévus dans les deux (2) semaines précédant la communication initiale du Programme au public et deux (2) semaines après celle-ci ;
- c) De faire un nombre raisonnable d'interviews dans la presse écrite, radiophonique, et télévisée, avec des médias tant nationaux qu'internationaux ;
- d) De participer à des activités promotionnelles en ligne, y compris, sans s'y limiter, promouvoir le Programme par l'intermédiaire des réseaux sociaux, dans tous les cas, conformément aux instructions de Disney et sous le contrôle et l'approbation préalable du Producteur.

L'Auteur-Réalisateur doit être disponible pour Disney en première position/première priorité à tout moment pour les Prestations de Marketing et de Communication jusqu'après la date de l'avant-première initiale du Programme sous réserve des Indisponibilité(s) professionnelle(s) de l'Auteur-Réalisateur contractées avant que les dates de Prestations de Marketing et de Communication lui aient été communiquées par Disney. L'Auteur-Réalisateur rendra toutes les Prestations de Marketing et de Communication conformément aux directives de Disney et les conditions du Contrat.

L'Auteur-Réalisateur s'engage également à se rendre disponible pour une journée (« Long Lead Day ») à une date qui sera convenue d'un commun accord au cours d'une période de 3 (trois) mois avant l'avant-première initiale du Programme.

Il est convenu que toutes les Prestations de Marketing et de Communication stipulées au présent article sont couvertes par la Rémunération Fixe prévue au Contrat.

Il est entendu que l'ensemble des frais relatifs la participation de l'Auteur-Réalisateur aux Prestations de Marketing et de Communication sollicitées par Disney (déplacements (trains/avions/taxis), hébergements, restaurations) seront pris en charge par Disney selon des standards applicables au regard de la politique de Disney.

L'Auteur-Réalisateur autorise par la présente le Producteur et Disney à exploiter l'image, le nom, l'apparence et/ou les éléments biographiques de l'Auteur-Réalisateur (sans rémunération additionnelle) en lien avec le Programme (ainsi que pour la publicité et la promotion pour et du Programme) sur tout support et par tous modes, dans l'univers entier et pour la durée prévue à l'article 6 du Contrat, sous réserve pour ce qui concerne l'image de l'Auteur-Réalisateur de la validation des éléments par l'Auteur-Réalisateur et que ces éléments soient exclusivement utilisés en association avec la présentation, promotion et exploitation de l'Œuvre. Les conditions de validation de ces images seront les mêmes exactement que celles visées au troisième paragraphe ci-dessus du présent Article 5.

#### **ARTICLE 6 – DUREE DE LA CESSION**

Les droits énumérés à l'article 4 ci-dessus sont cédés par l'Auteur-Réalisateur au Producteur pour une durée de 30 (trente) ans à compter de la première exploitation commerciale du l'Œuvre.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'Œuvre serait produite majoritairement par un partenaire anglo-saxon ou soumis au droit du copyright, la durée du présent contrat sera portée à la durée légale de protection des droits d'auteur.

On entend par « durée légale de protection », la durée maximale de protection des droits d'auteur actuellement accordée et qui sera accordée à l'avenir, notamment du fait de toute prorogation ou extension, aux auteurs et à tous leurs ayants droit, par les dispositions législatives et réglementaires, les usages, les décisions judiciaires et arbitrales de tous les pays ainsi que par les conventions, traités, règlements, directives, décisions, arrangements internationaux et européens.

Par conséquent, les droits énumérés à l'article 4 ci-dessous sont cédés à Disney pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur.

#### **ARTICLE 7 – AUTORISATION DE COUPURE PUBLICITAIRE ET D'APPOSITION DE LOGOS**

L'Auteur-Réalisateur est avisé que la diffusion du Programme pourra être interrompue par des messages publicitaires dans le respect de la législation en vigueur et de la réglementation en vigueur à l'époque de la diffusion ou à la discrétion de l'exploitant.

De même, l'Auteur-Réalisateur accepte l'apposition éventuelle de tout logo de la part du diffuseur et/ou de l'exploitant pendant la diffusion/l'exploitation du Programme, l'habillage dynamique, le partage d'écran et les interruptions nécessaires pour organiser le plan de programmation de l'exploitant. En outre, l'écran peut être divisé et des pop-up(s) et/ou de la publicité peuvent apparaître.

BW + S



La présence du logo placé le long des diffusions et les insertions publicitaires étant du fait des télédiffuseurs, il est rappelé en tant que de besoin, qu'en aucun cas, le Producteur ne peut être tenu pour responsable des manquements des télédiffuseurs aux obligations légales relatives à la présence du logo et des insertions publicitaires, auxquelles il pourrait être éventuellement soumis.
Sous réserve du droit moral de l'Auteur-Réalisateur, dans la mesure où des éléments créés par l'Auteur-Réalisateur sont effectivement utilisés dans ce cadre, le Producteur sera libre d'apporter les modifications nécessaires à l'adaptation multimédia du Programme, de l'Œuvre. A cet égard, les modifications apportées au Programme, l'Œuvre et/ou à certains de ses composants pour des raisons purement techniques dépendront du Producteur. Si le Producteur demande à l'Auteur-Réalisateur de procéder à des adaptations du Programme, de l'Œuvre dans le cadre d'une adaptation sous forme de production multimédia ou de participer à cette adaptation, les conditions de cette intervention seront précisées dans un codicille.
L'Auteur-Réalisateur est également avisé et y consent par anticipation que le Programme, ainsi que toutes œuvres adaptées ou dérivées pourront faire l'objet d'opérations de parrainage ou de sponsoring, mais ne devront en aucun cas sous-entendre que l'Auteur promeut les marques, produits et/ou services exploités et développés par les sociétés effectuant lesdites opérations.
L'Auteur-Réalisateur accepte expressément ces possibilités et s'engage, de ce fait, à ne pas troubler ou empêcher la diffusion/exploitation du Programme.
En outre, dans la mesure où cela est nécessaire, le Producteur sera subrogé exclusivement dans les droits de l'Auteur-Réalisateur d'effectuer tout enregistrement et dépôt, en son nom auprès du Bureau du droit d'auteur américain (« U.S. Copyright Bureau ») à Washington, en vertu des lois des États-Unis d'Amérique.
<b>ARTICLE 8 – DROITS DU PRODUCTEUR ET DE DISNEY</b>
L'Auteur-Réalisateur reconnaît et accepte que la cession des droits en vertu du Contrat soit faite au profit du Producteur en vue de sa cession à Disney pour qui le Programme sera produite, et qu'en conséquence Disney sera le cessionnaire exclusif des droits de l'Auteur-Réalisateur tels que décrits ci-dessus, et pourra exploiter ces droits dans toute la mesure permise par le Contrat et par les lois et règlements applicables, notamment en concluant tout contrat de publication, représentation, exploitation, distribution et diffusion par tout moyen, ainsi que tout autre accord concernant l'exploitation du Programme, et l'Auteur-Réalisateur ne pourra prétendre à aucune rémunération ou indemnité de quelque nature que ce soit en rapport avec le transfert par le Producteur à Disney des droits objets du présent Contrat.
L'Auteur-Réalisateur reconnaît ainsi que tous les droits sur l'Œuvre seront réputés être cédés à Disney, qui restera à son tour entièrement libre de transférer à un tiers (incluant le Groupe Disney) tout ou partie des droits et obligations du Contrat, incluant tous les droits cédés par l'Auteur-Réalisateur conformément au Contrat, sous toute forme et pour toute raison. L'Auteur-Réalisateur est informé d'un tel transfert au sein du Groupe Disney, ce dont il prend acte.
En vue d'une utilisation commerciale du Programme et afin de répondre aux contraintes rencontrées par Disney (et/ou le groupe Disney), par les exploitants ou par tout tiers, l'Auteur-Réalisateur donne d'ores et déjà son accord pour accepter certaines coupures mineures ou modifications mineures de l'Œuvre et du Programme lorsqu'elles s'imposent dans certains pays étrangers pour l'exploitation par certains procédés, ainsi que pour des exigences réglementaires locales sous réserve qu'elles n'altèrent pas l'esprit général de l'Œuvre, et du respect du droit moral de l'Auteur-Réalisateur.
<b>ARTICLE 9 – GARANTIES</b>
L'Auteur-Réalisateur garantit au Producteur l'exercice paisible et sans contrainte ainsi que la jouissance paisible des droits cédés et notamment:
1. Qu'il a fait ses meilleurs efforts pour appliquer les pratiques les plus élevées en matière d'éthiques en prenant notamment toutes les mesures possibles pour vérifier l'exactitude des informations incluses dans l'Œuvre.
1. Qu'il s'engage à prendre en compte et respecter les demandes du Producteur pour que l'Œuvre ne contienne aucune description ou référence à des personnes, ou des faits qui, s'ils étaient communiqués, confèreraient à toute personne et / ou toute entité un droit d'action ou de réclamation en dommages-intérêts, y compris, sans s'y limiter:
(i) procès en diffamation (de toute personne privée ou publique notamment au sein de la police ou de la magistrature),



(ii)	Violation de tout devoir de confidentialité, secret professionnel et / ou secret des affaires ou atteinte à la vie privée,
(iii)	Que l'Œuvre ne contient aucun élément pouvant être qualifié d'obscène, blasphématoire ou incitant à la haine raciale.
3. Que l'Auteur-Réalisateur a plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés en vertu du présent Contrat et que ces droits ne sont ni ne seront en aucune manière cédés, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers,	
4. Qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le Producteur des droits qui lui sont accordés en vertu du présent Contrat,	
5. Qu'il n'a introduit ou n'introduira dans l'Œuvre aucune reproduction ou réminiscence susceptible de violer les droits des tiers et de donner lieu à des attaques pour plagiat et/ou contrefaçon et/ou de troubler la réalisation ou l'exploitation du Programme et de l'Œuvre.	
6. L'Auteur-Réalisateur s'engage à informer immédiatement le Producteur s'il venait à avoir connaissance d'éventuelles contrefaçons de l'Œuvre et/ou du Programme.	
7. Qu'aucun litige et/ou procès n'est en cours ni sur le point d'être intenté au motif que la création et/ou l'exploitation de l'Œuvre et/ou sur le(s) titre(s) de celle-ci tels que définis et cédés en vertu du présent Contrat constitue un acte de contrefaçon.	
8. Qu'il fournira les services ci-dessous au mieux des compétences et des capacités de l'Auteur-Réalisateur et en accord avec les exigences du Producteur. L'Auteur-Réalisateur s'engage à fournir les services décrits aux présentes à tout moment selon les normes et les compétences attendues d'un réalisateur de première classe sur des œuvres audiovisuelles de fiction en France.	
9. Qu'il sera seul et unique auteur de l'Œuvre avec le(s) Co-Auteur(s) visés au présent contrat;	
10. L'Auteur-Réalisateur est personnellement responsable tant vis-à-vis des tiers que du Producteur, en cas de violation de la présente clause et tiendra le Producteur quitte et indemne de toute conséquence d'un tel manquement, y compris de toute réclamation formulée par des tiers.	
11. A l'appui des garanties susvisées, l'Auteur-Réalisateur donne dès à présent à Disney et ses cessionnaires, en tant que de besoin, pouvoir général et irrévocable pour agir en toutes circonstances, notamment contre toute contrefaçon, imitation ou exploitation non autorisée, sous quelque forme que ce soit, de l'Œuvre du Programme et de toutes œuvres dérivées ou adaptées réalisées en vertu du Contrat, en vue de sauvegarder les droits dont ce dernier est devenu cessionnaire.	
12. L'Auteur-Réalisateur s'engage, à chaque fois qu'il y aura lieu, à assister le Producteur (à l'exception du cas où l'Auteur-Réalisateur serait personnellement garant) sous réserve de la prise en charge par le Producteur des frais afférents éventuels, pour établir et protéger la validité de l'un quelconque des droits cédés aux termes du Contrat et s'oblige à signer et à remettre au Producteur tout acte de cession confirmatif, attestation et autre document supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire ou approprié.	
13. L'Auteur-Réalisateur s'engage à régulariser les documents et à accomplir tous les actes demandés par le Producteur à sa seule discrétion afin d'assurer la protection et de mettre en œuvre tous les droits garantis ci-dessous au Producteur, dans les quatorze (14) jours suivant la demande du Producteur.	
14. En conséquence, l'Auteur-Réalisateur devra relever, indemniser et garantir le Producteur contre toutes les conséquences directes ou indirectes, de toutes réclamations ou actions dont ce dernier ferait l'objet, du fait de l'inexactitude et/ou du non-respect par l'Auteur-Réalisateur des engagements et/ou garanties souscrits par lui aux termes des présentes.	
15. L'Auteur-Réalisateur s'engage à prendre en compte les demandes du Producteur pour que le Programme puisse répondre aux souhaits de classification des programmes et à la signalétique, définies par l'autorité de régulation de l'audiovisuel compétente.	

BW 

## **ARTICLE 10 – CONDITIONS GENERALES**

1. L'Auteur-Réalisateur fournira les services ci-dessous à titre prioritaire mais non exclusif, étant précisé qu'aucun service fourni par ailleurs par l'Auteur-Réalisateur ne pourra matériellement interférer avec les services objets des présentes.

2. L'Auteur-Réalisateur accepte de fournir toutes les attestations qui pourraient lui être demandées par le Producteur pour les organismes officiels français ou étrangers auxquels le Producteur aurait à remettre lesdites attestations.

3. Le choix des adaptateurs, des auteurs, artistes interprètes, et, d'une manière générale, de tous les collaborateurs principaux du Programme seront faits d'un commun accord sous réserve du respect du budget du Programme.

4. L'Auteur-Réalisateur s'engage formellement à ne troubler en rien la bonne marche et l'exploitation du Programme et à ne se livrer, par quelque moyen que ce soit, à des déclarations risquant de porter un préjudice quelconque à cette exploitation.

5. Dans le cas où le titre du Programme pour son exploitation en France ne serait pas celui mentionné aux présentes, le titre définitif du Programme sera, en cas de changement, déterminé modifié d'un commun accord entre l'Auteur, le Producteur et Disney, étant précisé qu'en cas de désaccord persistant, l'avis de Disney prévaudra. Il est en outre précisé que le Producteur et/ou Disney pourra modifier et traduire le titre du Film, en fonction des impératifs liés à l'exploitation commerciale du Programme à l'étranger ;

6. Par ailleurs, il est convenu entre les parties que la cession des droits stipulée au Contrat permettra au Producteur et à ses ayants droit d'utiliser tout support ou procédé en vue de la représentation ou la reproduction de tout ou partie du Programme, sur un mode linéaire ou interactif, permettant la reconstitution de ce dernier en sa totalité ou par fragments, seul ou intégré à d'autres éléments audiovisuels, informatiques, télématiques. A cette fin, l'Auteur-Réalisateur autorise tout compactage, compression ou autre technique nécessaire à la digitalisation du Programme, à son stockage et à son transfert.

7. En raison de cette cession et de l'accord exprès de l'Auteur-Réalisateur sur la digitalisation du Programme envisagée ci-dessus par les parties, l'Auteur-Réalisateur ne pourra invoquer une atteinte portée à l'intégrité des images et des sons du Programme suite à d'éventuelles altérations imperceptibles mais néanmoins réelles et provoquées par les opérations de compression ou autres techniques équivalentes.


8. Au cas où la protection et/ou la gestion des droits afférents au Programme nécessiteraient l'encryptage ou l'encodage d'informations relatives aux auteurs ou au Producteur et à ses ayants droit, l'Auteur-Réalisateur autorise dès à présent le Producteur à y procéder.

9. Le Producteur ne prend vis-à-vis de l'Auteur-Réalisateur aucun engagement concernant la réalisation du Programme. Dans le cas où le Programme ne serait pas réalisée ou exploitée, en tout ou partie, l'Auteur-Réalisateur ne pourrait faire valoir contre le Producteur, Disney (et/ou le Groupe Disney) aucun droit à percevoir une somme supplémentaire à celles qu'il aurait déjà perçues en exécution du Contrat et/ou à être indemnisé à quelque titre que ce soit, et/ou à rendre responsable le Producteur de la perte de la rémunération proportionnelle aux recettes d'exploitation ou de toute autre redevance qui en résulterait pour lui.

## **ARTICLE 11- REALISATION ET DIFFUSION**

La conclusion de la présente convention n'entraîne pas, pour le Producteur, d'obligation de résultat, mais seulement l'obligation d'effectuer toutes les démarches utiles et conformes aux usages de la profession pour parvenir à l'exploitation du Programme.

Aussi, le Producteur ne peut garantir la réalisation du Programme, ni la poursuite jusqu'à son terme en cas de début de réalisation. Dans le cas où le Programme ne serait pas réalisée, l'Auteur-Réalisateur ne pourrait prétendre à aucun droit à percevoir de quelconques rémunérations supplémentaires, autres que celles qui lui auraient été réglées par le Producteur en exécution du Contrat.



En outre, les décisions de programmation par les organismes diffuseurs n'étant pas du ressort du Producteur, ce dernier ne peut garantir la diffusion du Programme, le Producteur ne prend vis-à-vis de l'Auteur-Réalisateur aucun engagement en ce qui concerne la diffusion du Programme sur les antennes françaises et/ou étrangères. Si celle-ci ne l'était pas, l'Auteur-Réalisateur ne pourra en aucun cas dans cette hypothèse faire valoir contre le Producteur ou le diffuseur (y compris, sans s'y limiter, Disney et/ou le Groupe Disney) un droit à percevoir une somme supplémentaire à celles prévues au titre du présent contrat et/ou être indemnisé à quelque titre que ce soit et/ou à rendre responsable le Producteur ou le diffuseur (y compris, sans s'y limiter, Disney et/ou le Groupe Disney) de la perte de recette relative à l'exploitation qui pourrait en résulter pour lui.

Il est rappelé que l'Accord sur l'obligation de recherche et d'exploitation suivie relative aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles du 3 octobre 2016, ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel d'extension du 7 octobre 2016 pris en application de l'article L. 132-27 du CPI, est applicable au présent contrat

#### **ARTICLE 12 - ARRÊT DU DEVELOPPEMENT**

Conformément à l'article 1304-2 du Code civil, il est convenu que le Producteur pourra suspendre ou interrompre l'écriture, la réalisation ou le développement de l'Œuvre dans l'hypothèse où un ou plusieurs organismes de financement mettrait fin à sa/leur participation au développement ou à la production du Programme. Dans cette hypothèse, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil ne pourront prétendre à aucune indemnité autre que le paiement par le Producteur des échéances correspondant à la partie de l'Œuvre d'ores et déjà acceptée. Sous réserve des stipulations de l'article 4 des présentes, cette cessation n'aura pas d'effet sur les droits valablement acquis par le Producteur sur la partie de l'Œuvre acceptée antérieurement à ladite cessation. La notification de la suspension ou de la cessation devra être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

#### **ARTICLE 13 – RÉMUNÉRATION**

A titre de contrepartie intégrale et complète pour les services de réalisation de l'Œuvre rendus par l'Auteur-Réalisateur en vertu des présentes, ou autres activités en rapport avec l'Œuvre en tant que réalisateur, et de la cession des droits sur l'Œuvre objet du Contrat, le Producteur versera à l'Auteur-Réalisateur les montants suivants :

##### **13.1. Rémunération Fixe :**

Rémunération Initiale : Une rémunération initiale d'un montant de **99.200 € (quatre-vingt-dix-neuf mille deux cents Euros)** qui est répartie comme suit :

90% (quatre-vingt-dix pour cent) à titre de compensation complète et définitive pour l'exploitation du Programme sur les Services Disney, dans l'univers entier et pour la Durée (telle que visée à l'article 6 du présent Contrat) ;  
10% (dix pour cent) à titre de minimum garanti (le « Minimum Garanti ») à valoir sur toutes les sommes dues au titre de la Rémunération Proportionnelle ; et

Le montant du Minimum Garanti ne porte pas d'intérêt. Cet à-valoir est récupéré sur toutes les sommes dues à l'Auteur-Réalisateur au titre de la Rémunération Proportionnelle. Si toutes les sommes dues à l'Auteur-Réalisateur du fait de ces pourcentages sont inférieures au montant du minimum garanti, le remboursement de la différence ne peut être réclamé par le Producteur.

La Rémunération Fixe est payable conformément à l'échéancier en **Annexe 3**.

13.2. Rémunération Proportionnelle : Une rémunération proportionnelle conformément à l'article L.132-25 du Code de la Propriété Intellectuelle (le "CPI"), telle que déterminée à l'Annexe 1 jointe aux présentes (la "Rémunération Proportionnelle").

13.3 Rémunération au titre des remake, prequel, sequel, spin off (les « Production Dérivées ») : Au titre de l'exploitation des droits de produire des Productions Dérivées, l'Auteur-Réalisateur percevra la rémunération suivante ("Rémunération au titre des Productions Dérivées"):

1 BW  

**La Rémunération au titre des Productions Dérivées est réputée être intégrée dans la Rémunération Proportionnelle pour la récupération du Minimum Garanti inclus dans la Rémunération Initiale telle que déterminée à l'Article 13.1 (ii) ci-dessus.**

Pour les Productions Dérivées produites ou coproduites par le Producteur et/ou Disney et/ou tout membre du groupe Disney: l'Auteur-Réalisateur recevra, une rémunération égale à 50% (cinquante pour cent) de l'économie du présent contrat (Rémunération Initiale et Rémunération Proportionnelle) ,

Pour la cession des droits de produire une ou plusieurs Production(s) Dérivée(s) à un tiers: Si le Producteur et/ou Disney et/ou tout membre du groupe Disney cède le droit de produire une ou plusieurs Production(s) Dérivée(s) à un tiers, le Producteur versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération comme suit: l'Auteur une rémunération comme suit : cinq pour cent (5%) du prix brut de la cession des droits de produire une ou plusieurs Production(s) Dérivée(s).

13.4. Rémunération du Conseil : le Producteur versera au Conseil de l'Auteur-Réalisateur une rémunération égale à 10% (dix pour cent) de la Rémunération Initiale (la « Rémunération du Conseil »), aucune autre rémunération n'étant due au Conseil. La Rémunération du Conseil n'est pas incluse dans la Rémunération Initiale mais en sus.

13.5. Rémunération pour copie privée : Si l'Auteur-Réalisateur est en droit de percevoir une Rémunération Proportionnelle conformément à l'Article 13.2 ci-dessus, l'Auteur-Réalisateur conservera les redevances à lui revenir au titre du droit à rémunération pour copie privée institué par l'Article L.311- 1 du CPI.

13.6. Redevances au titre de la gestion collective : L'Auteur-Réalisateur reconnaît et accepte irrévocablement que dans le cas où l'Auteur-Réalisateur percevrait ou serait en droit de percevoir des redevances au titre de l'utilisation de l'Œuvre prévue par les présentes (par exemple, résultant de l'exploitation du Programme par tout moyen spécifique (par exemple la SVOD, la TV, la VOD)), par le biais de la SACD ou toute autre société de gestion collective, le Producteur et/ou Disney n'auront aucune obligation de payer à l'Auteur-Réalisateur la Rémunération Proportionnelle pour ladite exploitation et la rémunération de l'Auteur-Réalisateur sera constituée exclusivement de ces redevances et aucune rémunération proportionnelle ne sera due pour toute exploitation de l'Œuvre et du Programme rémunérée par des systèmes de gestion collective des droits. En outre, l'Auteur-Réalisateur sera seul responsable de toutes démarches nécessaires auprès de la SACD et des autres sociétés de gestion collective afin de recevoir directement les redevances que l'Auteur-Réalisateur est en droit de percevoir. Cette rémunération est partagée entre les auteurs du Programme selon les règles de la SACD (ou les

BSW + S Al



règles de la société de gestion collective applicable). En aucun cas le Producteur et/ou Disney n'aura une quelconque obligation et/ou responsabilité de quelque nature que ce soit au titre de la répartition et/ou du versement des redevances au titre de la gestion collective à l'Auteur-Réalisateur et aux co-auteurs et en cas de désaccord entre l'Auteur-Réalisateur et les co-auteurs, l'Auteur-Réalisateur et les co-auteurs ne pourront entreprendre aucune action qui générerait, restreindrait ou empêcherait le développement, la production, la distribution, l'exploitation et/ou la promotion du Programme ou de toute autre production basée sur l'Œuvre.

Il est également expressément prévu que toute exploitation non commerciale, toute exploitation promotionnelle et/ou publicitaire ainsi que toute exploitation relative à un partenariat pour le développement du Programme (notamment un partenariat avec des opérateurs téléphoniques ou Internet) ne donne pas lieu au paiement d'une rémunération, à condition toutefois que cette exploitation ne génère pas pour le Producteur une rémunération directement attribuable à l'utilisation de l'Œuvre.

Pour les exploitations "en ligne" par tout réseau de communication électronique réalisées à titre gratuit (ne produisant pour le Producteur aucune recette directement et uniquement imputable à l'exploitation de l'Œuvre), les parties conviennent qu'aucune redevance n'est due à l'Auteur-Réalisateur.

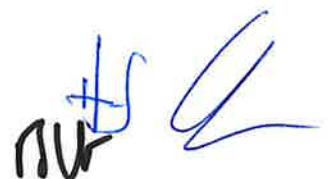
#### **ARTICLE 14 – REDDITION DES COMPTES**

L'Auteur-Réalisateur déclare et reconnaît que Disney sera responsable du paiement de la Rémunération Proportionnelle et de toute autre rémunération payable à l'Auteur-Réalisateur et, le cas échéant au Conseil, en application des présentes (à l'exception de la Rémunération Initiale et de la Rémunération du Conseil y afférente) et de la reddition des comptes y afférente.

Le paiement de la Rémunération Proportionnelle à l'Auteur-Réalisateur par Disney sera effectué, au choix de Disney, soit directement par Disney soit par l'intermédiaire du Producteur. Par conséquent, si Disney choisit d'effectuer le paiement par l'intermédiaire du Producteur : dans le cas où une Rémunération Proportionnelle serait due conformément au Contrat et à la reddition de décompte (approuvée par Disney), le Producteur recevra de la part de Disney un décompte proforma et la Rémunération Proportionnelle telle que définie par Disney à revenir à l'Auteur-Réalisateur au titre de l'exploitation du Programme, afin que le Producteur puisse remettre ce décompte et cette Rémunération Proportionnelle à l'Auteur-Réalisateur.

A compter de la première exploitation commerciale du Programme pour lesquels l'Auteur-Réalisateur et le Conseil ont le droit à une rémunération proportionnelle, les comptes d'exploitation seront arrêtés au 31 décembre de chaque année, et adressés à l'Auteur-Réalisateur dans les six (6) mois de leur date d'arrêt, accompagnés, s'il y a lieu, des sommes revenant à l'Auteur-Réalisateur et au Conseil conformément aux stipulations du présent Contrat.

Disney tiendra dans ses livres une comptabilité d'exploitation qui sera organisée de telle sorte que les opérations s'y rapportant se distinguent de l'ensemble des comptes et puissent être facilement isolées, contrôlées ou relevées.



Il est rappelé que l'Auteur-Réalisateur et son éventuel représentant dûment mandaté (y compris, le Conseil) s'engagent vis-à-vis de Disney à garantir la confidentialité des différents documents qui leur sont remis en vertu du présent article.

L'Auteur-Réalisateur et le Conseil ne doivent à aucun moment, pour quelque raison que ce soit, utiliser ou divulguer à quelque personne que ce soit (à l'exception de leurs conseillers professionnels sur une base strictement confidentielle), par l'intermédiaire de tout support ou moyens (y compris, sans s'y limiter, dans son CV), toute information relative au présent Contrat, à l'Œuvre, aux services prévus aux présentes, au Programme, aux activités commerciales de Disney (et de ses filiales, sociétés affiliées et sociétés associées), ses processus techniques, ses conceptions ou ses finances ou ceux de ses fournisseurs, agents, distributeurs ou clients, ou toute autre information connue de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Conseil suite à la conclusion du présent Contrat par l'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil, toutes ces informations devant rester strictement confidentielles. La présente clause survivra à la résiliation du présent Contrat et constitue une condition fondamentale du Contrat. Par seule exception à ce qui précède, à compter de la première présentation publique du Programme ou à tout le moins une fois que Disney aura communiqué officiellement et publiquement sur sa collaboration avec l'Auteur-Réalisateur au titre de l'Œuvre, l'Auteur-Réalisateur pourra mentionner sa collaboration du Programme, et seulement cette collaboration en la limitant aux informations suivantes : le nom du Programme, sa qualité d'auteur, le nom du diffuseur, du producteur et du réalisateur, dans son CV, son site web/ comptes réseaux sociaux de l'Auteur et les sites professionnels (type Imdb).

Tous les règlements seront effectués par chèques barrés ou par virements bancaires, notamment un virement bancaire pour la Rémunération de l'Auteur-Réalisateur sur le compte bancaire de l'Auteur-Réalisateur et pour la Rémunération du Conseil sur le compte bancaire du Conseil tel que fourni au Producteur sur la note de droits d'auteur correspondante établie par l'entité en charge du règlement. Les règlements faits directement par le Producteur, seront le cas échéant majorés de la TVA au taux en vigueur, et diminués des prélèvements dus au titre de l'AGESSA, de la CSG, du RDS, des cotisations IRCEC le cas échéant, comme de tout autre prélèvement ou taxe obligatoires. En ce qui concerne les contributions de l'IRCEC, lorsque celles-ci ne sont pas exigibles ou ne sont exigibles qu'à concurrence de la contribution de solidarité de 1%, l'Auteur-Réalisateur sont tenus d'envoyer au Producteur les reçus, délivrés par l'IRCEC, justifiant de leur situation particulière.

Les paiements effectués par une entité non française - y compris notamment Disney - ne sont pas soumis aux déductions, contributions ou impôts prévus à l'alinéa précédent.

L'Auteur-Réalisateur et le Conseil conviennent que les rémunérations mentionnées dans les présentes (ensemble, les "Rémunérations") correspondent à toutes les sommes dues à l'Auteur-Réalisateur en rapport avec la fourniture de tous les services de réalisation prévus dans les présentes, y compris la cession des droits. Aucune autre compensation ne sera versée à l'Auteur-Réalisateur et au Conseil en relation avec la création ou l'exploitation de l'Œuvre, et du Programme. Les Rémunérations spécifiées dans les présentes comprennent tous les droits d'utilisation, les royautés, les droits de réutilisation et autres paiements quels qu'ils soient, et comprennent toutes les redevances, (à l'exception des redevances de gestion collective visées à l'article 13.6. ci-dessus), pour le droit sans aucune restriction d'exploiter le Programme et l'Œuvre et toute production qui en découle conformément au Contrat.

Chacune des parties aux présentes est responsable du paiement de ses taxes respectives applicables aux Rémunérations, et dans la mesure où la loi l'exige, le Conseil et l'Auteur-Réalisateur autorisent par les présentes le Producteur à escompter et à retenir les taxes prélevées sur cette opération, conformément à la législation fiscale applicable.

A ce titre, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil garantissent qu'ils sont résidents français et informent le Producteur en cas de changement d'adresse. Si, dans ce cas, l'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil ne fournit pas au Producteur la documentation nécessaire à la bonne application des conventions fiscales internationales, le Producteur utilisera les dispositions fiscales de droit commun (notamment en ce qui concerne toute retenue à la source) et l'Auteur-Réalisateur et le Conseil reconnaissent et acceptent que cela peut inclure des retenues à la source importantes (L'Auteur-Réalisateur et le Conseil autorisent Disney à escompter et à retenir les taxes prélevées sur cette opération, conformément à la législation fiscale applicable).



Pour le règlement des sommes prévues au présent Contrat, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil déclarent qu'ils n'ont pas renoncé au bénéfice du dispositif de retenue à la source de la TVA sur les droits d'auteur prévu par l'article 285 bis du Code Général des Impôts. En conséquence, le montant brut correspondant à chaque échéance sera majoré de 0,8 % (taux de la déduction forfaitaire au profit de l'Auteur-Réalisateur et du Conseil) et le Producteur règlera au Trésor le montant de la TVA complémentaire au taux en vigueur (soit actuellement 9,2%).

Les parties reconnaissent que le paragraphe précédent ne s'applique qu'aux paiements réalisés directement par Producteur, et non aux paiements réalisés par une entité établie dans un autre état membre de l'UE – par exemple, Disney.

Il est rappelé que l'Auteur-Réalisateur et tout représentant dûment désigné par lui (y compris, le Conseil) s'engagent, à l'égard du Producteur, à garantir la confidentialité des différents documents qu'ils reçoivent en vertu de cet article sauf communication sur demande de l'administration publique ou dans le cadre d'une procédure judiciaire.

#### ARTICLE 15 – PUBLICITÉ

Si l'Œuvre est utilisée par le Producteur dans le cadre de la réalisation du Programme, l'Auteur-Réalisateur sera crédité au générique principal du Programme, peu importe où ce générique apparaît sur carton seul (si ce procédé est utilisé) avec la mention suivante :

[« un film de Romain Cogitore »]

Toutes les caractéristiques en lien avec l'élaboration du générique, incluant sans limitation le type, la durée et le placement des noms seront déterminées par le Producteur sur proposition de l'Auteur-Réalisateur.

La mention ou non de l'Auteur-Réalisateur dans le matériel promotionnel et publicitaire du Programme sera déterminée par Disney à sa seule discrétion.

Par exception à ce qui précède, en considération de ce que l'Auteur-Réalisateur est auteur, créateur et réalisateur du Programme et qu'il s'agit d'un film unitaire, et **cette exception ne pouvant constituer un précédent en dehors de ce Programme**, l'affiche principale du Programme destinée au marketing France comportera la mention du nom de l'Auteur-Réalisateur, étant précisé que la forme, la taille et la configuration de cette mention restera à la discrétion de Disney.

En dehors de cette affiche principale, toute autre déclinaison de l'affiche (notamment affiche figurant sur le service Disney+), toute autre publicité spéciale dite d'accrochage, teasers, films-annonces, ... ainsi que de tout matériel promotionnel et publicitaire exploités dans d'autres territoires que la France sera déterminé par Disney à sa seule discrétion.

Ce crédit est assujéti à la condition que l'Œuvre soit effectivement incluse dans le Programme.

Le Producteur s'engage à communiquer ces obligations publicitaires à toutes les firmes qui distribueront ou éditeront le Programme mais ne saurait être tenu responsable de leurs manquements et le défaut de mention du crédit susmentionné par des tiers ne constituera pas une violation du présent Contrat par le Producteur.

Aucune communication à la presse, à la radio ou à la télévision ne devra être faite par l'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil, sans l'accord préalable du Producteur et de Disney. L'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil ne doit en aucun cas causer ou autoriser l'émission, la circulation, la publication ou la diffusion, par quelque moyen que ce soit, de publicité, d'actualité, d'articles ou de mentions sur le site web du Conseil, ou celui de l'Auteur-Réalisateur ou le CV de l'Auteur-Réalisateur se rapportant, directement ou indirectement, à son engagement en vertu des présentes, ou au Programme, ou aux projets, productions ou leurs titres, ou en relation avec le Producteur, Disney ou l'une de ses sociétés affiliées, ou à la relation de l'Auteur-Réalisateur avec le Producteur, Disney ou l'une de ses sociétés affiliées, à moins que le Producteur et Disney ne l'aient préalablement approuvé par écrit comme étant pertinent (y compris, notamment, l'approbation de la forme et de la manière dont cette publicité, ces nouvelles et ces articles sont faits), et le respect par l'Auteur-Réalisateur de la présente clause est une condition essentielle du présent Contrat. L'Auteur-Réalisateur n'a pas le droit d'utiliser les noms "Disney", "The Walt Disney Company", "Disney Channel", "Disney XD", "Disney+", "Disney Junior" et/ou "Disney XD" (seul ou en conjonction avec ou en tant que partie de tout autre mot ou nom), ou tout personnage, dessin ou marque de commerce, nom commercial ou nom de service fantaisiste de ces dernières, ou de l'une de leurs sociétés affiliées ou filiales respectives. Par seule exception à ce qui précède, à compter de la première présentation publique du Programme ou à tout le moins une fois que Disney aura communiqué officiellement et publiquement sur sa collaboration avec l'Auteur-Réalisateur au titre de l'Œuvre, l'Auteur-Réalisateur pourra mentionner sa collaboration au Programme, et seulement cette collaboration en la limitant aux informations suivantes : le nom du Programme, sa qualité d'auteur, le nom du diffuseur, du producteur et du réalisateur, dans son CV, son site web/ comptes réseaux sociaux de l'Auteur et les sites professionnels (type Imdb).

L'inexécution fortuite par le Producteur des obligations publicitaires mises à sa charge par le présent article constituera exclusivement une cause de dommages et intérêts en faveur de l'Auteur-Réalisateur mais ne pourra en aucun cas permettre la mise en œuvre de la clause de résiliation prévue ci-après et de toute mesure susceptible d'empêcher l'exploitation du Programme et/ou de toutes œuvres dérivées ou adaptées produites en vertu du présent Contrat.

En application de l'article L.132-24 du Code de la Propriété Intellectuelle, le Producteur s'engage à mettre tout en œuvre pour conserver dans ses locaux ou chez tout prestataire habilité les masters du Programme.

Le Producteur ne saurait en aucun cas être responsable des détériorations que pourrait subir pour quelque cause que ce soit le matériel ainsi déposé.

#### **ARTICLE 17 – MESURES TECHNIQUES DE PROTECTION**

En application des dispositions de l'article L 131-9 du Code de la propriété intellectuelle, le Producteur se réserve la faculté, sans préjudice des dispositions de l'article L 311-1 du Code de la propriété intellectuelle consacré à la rémunération pour copie privée, dans le cadre de toute exploitation numérique qui serait faite du Programme et/ou de ses éléments accessoires conformément à l'article 4 du présent Contrat, et en particulier dans le cadre de toute exploitation en vidéo à la demande du Programme et ou de ses éléments accessoires (en diffusion linéaire/streaming et/ou en téléchargement temporaire et/ou définitif), de recourir ou de faire recourir à toutes mesures techniques de protection (et notamment mais non exclusivement à tous procédés de cryptage et/ou de détection et de blocage territorial) telles que ces mesures sont définies et autorisées à l'article L 331- 5 du Code de la propriété intellectuelle d'une part, et à toutes mesures techniques d'information du Programme (et notamment mais non exclusivement à tous procédés de marquage et/ou de tatouage numérique/watermarking) telles que ces mesures sont définies et autorisées à l'article L 331-11 du Code de la propriété intellectuelle d'autre part, et ce aux fins d'empêcher toute copie illicite, de veiller au respect de la territorialité des droits qui sont cédés au Producteur et/ou qu'il accordera à tous tiers et plus généralement de veiller au respect des droits de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Producteur sur le Programme et ses éléments accessoires.

L'Auteur-Réalisateur pourra, sur simple demande écrite, avoir accès aux caractéristiques essentielles desdites mesures ou informations sous forme électronique auxquelles le Producteur a effectivement recours au jour de cette demande. Le Producteur disposera d'un délai raisonnable à compter de la réception de la demande de l'Auteur-Réalisateur pour lui communiquer lesdites caractéristiques essentielles.

#### **ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE**



Si, par suite de cas de force majeure ou cas fortuit tel que défini par la jurisprudence, non imputable au Producteur, celui-ci était amené à interrompre le travail à un moment quelconque ou à suspendre son activité dans le domaine de la production, la faculté lui est réservée soit de résilier le Contrat, soit d'en suspendre l'exécution, sa décision devant être communiquée à l'Auteur, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais suivant la survenance de l'événement.

La suspension éventuelle de l'exécution du Contrat serait d'une durée égale à celle de l'événement qui aurait motivé l'arrêt de l'activité de la production. Par voie de conséquence, tous les délais prévus au Contrat seraient augmentés d'autant.

En cas de résiliation du Contrat dans les cas visés ci-dessus, l'Auteur-Réalisateur ne pourrait faire valoir contre le Producteur aucun droit à percevoir une somme supplémentaire à celles qu'il aurait déjà perçues en exécution du Contrat et/ou à être indemnisé à quelque titre que ce soit, et/ou à rendre responsable le Producteur de la perte de la rémunération proportionnelle aux recettes d'exploitation qui en résulterait pour lui.

#### **ARTICLE 19 – CESSION**

Le Producteur a la faculté d'associer tout tiers de son choix à l'exercice de ses droits, notamment dans le cadre d'un accord de production exécutive conclu avec Disney.

L'Auteur-Réalisateur et le Conseil reconnaissent et acceptent que le Producteur et/ou Disney aura le droit de céder, de licencier, de transférer le présent Contrat et/ou tout ou partie des droits et obligations qui y sont prévus, sous quelque forme et pour quelque raison que ce soit, à tout tiers, y compris DISNEY, et de permettre à un tiers de lui succéder, à condition qu'aucune modification des droits de l'Auteur-Réalisateur tels que prévus par le présent Contrat n'en résulte.

Il est rappelé que l'alinéa 3 de l'Article L.132-28 du code de la propriété intellectuelle dispose que, à titre d'information, tout transfert du présent Contrat à un tiers doit être notifié à l'Auteur-Réalisateur dans un délai minimum d'un mois avant la date effective du transfert. L'Auteur-Réalisateur accepte que le défaut éventuel de notification en temps utile d'un transfert envisagé du Contrat n'affecte en aucune manière la validité ou l'opposabilité dudit transfert et ne sera pas considéré comme une inexécution d'une obligation essentielle du Contrat, ni n'affectera les droits de Disney et/ou du Producteur résultant des présentes de quelque manière que ce soit.

Sans préjudice de ce qui précède, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil sont d'ores et déjà notifiés par la présente que, sans préjudice de la cession des droits d'auteur de l'Auteur-Réalisateur à Disney sur l'Œuvre, laquelle cession se réalisera au fur et à mesure de la réalisation de l'Œuvre, le bénéfice du présent Contrat, ainsi que l'ensemble des droits et obligations y étant rattachés, sont cédés à Disney, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil reconnaissent expressément que l'obligation de notification de l'article L. 132-28 du code de la propriété intellectuelle est remplie en ce qui concerne ce transfert.

L'Auteur-Réalisateur reconnaît en outre que Disney a le droit de faire valoir, directement contre l'Auteur-Réalisateur, toute disposition relative aux droits et avantages contractuels qui lui sont cédés.

Dans l'éventualité où Disney céderait des droits d'exploitation ainsi que les obligations connexes de verser la rémunération de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Conseil en vertu du présent Contrat, y compris toute obligation accessoire telle que l'obligation prévue à l'article 13, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil reconnaissent expressément et acceptent, à l'avance, la substitution du débiteur.

#### **ARTICLE 20 – RÉSILIATION**



A défaut de parfaite exécution par l'Auteur-Réalisateur de l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat (sauf en ce qui concerne la publicité), et 15 (quinze) jours après présentation d'une mise en demeure sous pli recommandé avec accusé de réception restée infructueuse, le Contrat pourra être résilié de plein droit par le Producteur, sous réserve de tous dommages et intérêts et sous réserve des stipulations prévues au paragraphe ci-après.

Les notifications qui doivent être effectuées en vertu des présentes doivent l'être par écrit et doivent être adressées : à l'adresse de l'Auteur-Réalisateur mentionné ci-dessus ou à toute autre adresse que l'Auteur-Réalisateur ou le Conseil peuvent désigner par la suite par écrit, et doit être remise en mains propres aux adresses susmentionnées, ou par la poste dans une enveloppe affranchie adressée à l'autre partie comme il est indiqué ci-dessus, et la date de cette remise, ou envoi est considérée comme la date de la transmission de la notification. Si le dernier jour où les parties aux présentes sont habilitées à donner une notification en vertu de toute disposition du présent Contrat ou à accomplir tout autre acte que les parties sont tenues ou peuvent souhaiter accomplir en vertu du présent Contrat ou relativement à celui-ci tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, les parties aux présentes ont jusqu'à la fin du premier jour ouvrable complet suivant ledit samedi, dimanche ou jour férié pour donner cette notification ou accomplir cet acte.

Cette résiliation s'entend au sens de l'article 1229, alinéa 3, seconde phrase du Code civil. En tout état de cause, toute résiliation sera sans incidence sur les cessions, transferts de droits et autres contrats d'exploitation des droits cédés que le Producteur aura valablement conclus avant son intervention.

Afin d'éviter tout doute, tous les droits accordés et cédés en vertu du présent Contrat sont irrévocables en toutes circonstances et ne peuvent faire l'objet d'une révocation, d'une annulation ou d'une résiliation. L'Auteur-Réalisateur et le Conseil reconnaissent qu'en cas de violation du présent Contrat par le Producteur, toute demande visant à interdire ou à restreindre la production, la distribution, l'exposition, la publicité ou l'exploitation ou du Programme ou de tout droit s'y rapportant ou en découlant serait excessivement perturbatrice et causerait un préjudice déraisonnable au Programme et aux intérêts du Producteur et des tiers concernés. L'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil accepte(nt) donc de ne pas demander une telle réparation et accepte(nt) que la réparation sous forme de dommages-intérêts, le cas échéant dans le cadre d'une action judiciaire, constituera une réparation intégrale et appropriée pour toute perte ou préjudice subi par l'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil en conséquence de cette violation.

Il est entendu et convenu qu'une violation par l'Auteur-Réalisateur de l'une ou l'autre des dispositions importantes du présent Contrat causera ou pourrait causer un préjudice irréparable au Producteur et l'Auteur-Réalisateur accepte expressément que le Producteur aura le droit à demander l'exécution forcée ou toute autre mesure d'injonction judiciaire pour prévenir toute violation du Contrat par l'Auteur-Réalisateur sans avoir besoin de prouver de dommages spécifiques. Le recours à une telle réparation ne doit pas être interprété comme une renonciation à tout autre droit ou recours que le Producteur pourrait avoir en dommages-intérêts ou autrement.

Sur demande ou à la fin de l'engagement, l'Auteur-Réalisateur remettra au Producteur tous les biens qui sont entrés en sa possession, sous son contrôle ou qui ont été préparés par l'Auteur-Réalisateur dans le cadre du présent Contrat. De plus, cette disposition s'appliquera automatiquement dès que les services de l'Auteur-Réalisateur seront rendus ou que les services de l'Auteur-Réalisateur seront terminés ou que le présent Contrat sera résilié, selon la première de ces éventualités. Cette disposition s'applique également au Conseil.

Le présent Contrat est réputé entrer en vigueur à compter de la date de signature du présent Contrat ou de la date à laquelle l'Auteur-Réalisateur a commencé à fournir des services au Producteur à l'égard du Programme (**Date de Prise d'Effet**) si cette date est antérieure.

#### **ARTICLE 21 – ATTRIBUTION D'UN NUMERO INTERNATIONAL D'IDENTIFICATION DE L'OEUVRE (ISAN)**

Le Producteur se chargera de l'enregistrement du Programme auprès de l'Agence Française ISAN aux fins d'obtenir de cette dernière l'attribution d'un numéro international d'identification ISAN (International Standard Audiovisual Number).

A la demande de l'Auteur-Réalisateur, le Producteur sera tenu de lui indiquer ledit numéro ISAN du Programme.

SW 456

## **ARTICLE 22 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles de l'Auteur-Réalisateur et le Conseil fournies aux fins du présent Contrat sont collectées par le Producteur et le Groupe Disney, en tant que responsables de traitement indépendants, aux fins de la gestion de l'exécution du présent Contrat par le groupe Disney et le Producteur, ainsi que de la gestion administrative, financière et légale des services de l'Auteur-Réalisateur et du Conseil conformément au présent Contrat et au respect des obligations comptables, fiscales et sociales qui

pourront être imposées au Groupe Disney et/ou au Producteur.

Les données personnelles de l'Auteur-Réalisateur et du Conseil ne seront partagées qu'avec le personnel autorisé du Groupe Disney et du Producteur, les tiers prestataires de services agissant en tant que sous-traitants, les organismes nécessaires à la gestion des droits de l'Auteur-Réalisateur (organismes de gestion collective, distributeurs ou exploitants tiers potentiels) et, le cas échéant, les organismes sociaux et fiscaux français et britannique pour se conformer aux obligations légales du Groupe Disney et/ou du Producteur. En outre, Disney peut transférer tout ou partie des données personnelles de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Conseil au sein du groupe Disney qui traitera les données de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Conseil pour tout ou partie des finalités identifiées ci-dessus. L'Auteur-Réalisateur et le Conseil consentent à de tels transferts tels qu'énoncés au présent article et dans le cadre des présentes.

Tout ou partie des données personnelles fournies par l'Auteur-Réalisateur et/ou le Conseil peuvent être transférées en dehors de l'EEE, en particulier aux États-Unis, et dans d'autres pays n'étant pas reconnus comme présentant un niveau adéquat de protection.

Les données personnelles de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Conseil seront conservées par Disney pendant toute la durée de la cession des droits de l'Auteur-Réalisateur en vertu des présentes, et par le Producteur jusqu'à la fin de la production du Programme nonobstant le droit pour chaque responsable du traitement d'archiver tout ou partie des données personnelles de l'Auteur-Réalisateur et/ou du Conseil à l'expiration de ce premier délai, conformément à la législation applicable.

L'Auteur-Réalisateur et le Conseil disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données personnelles les concernant, du droit de s'opposer à leur traitement ou d'en demander la limitation, du droit à la portabilité de leurs données. L'Auteur-Réalisateur et le Conseil peuvent exercer ces droits en adressant un courrier au Responsable de la protection des données, à The Walt Disney Company Limited, 3 Queen Caroline Street, London, W6 9PE ou au Producteur à l'adresse indiquée sur la première page du Contrat.

L'Auteur-Réalisateur et le Conseil peuvent également déposer un recours auprès de l'autorité de contrôle compétente.

## **ARTICLE 23 – LOI APPLICABLE / ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Le présent Contrat est soumis à la loi française. Toute contestation sur l'exécution ou l'interprétation du Contrat relèvera de la loi française, devra être portée devant les tribunaux compétents de Paris et devra faire l'objet d'une procédure de conciliation avant d'engager toute procédure judiciaire sur le fond. A cette fin, les Parties conviennent de se concerter et de se réunir afin de trouver, de bonne foi, une solution amiable au différend. Si aucun accord n'est trouvé dans les trente (30) jours suivant l'ouverture de la procédure de conciliation par les parties, le litige peut être porté devant les tribunaux compétents en vertu des lois applicables.

## **ARTICLE 24 – ELECTION DE DOMICILE**

Les parties élisent domicile aux adresses visées à l'entête du Contrat.

## **ARTICLE 25 - LANGUE DU CONTRAT**

La langue originale du présent Contrat est le français, et si des traductions sont fournies, la version française fera foi.

## **ARTICLE 26 – INTEGRALITE DU CONTRAT**

Les présentes constituent l'intégralité du Contrat entre les Parties concernant l'Œuvre dont il est l'objet et remplacent tous les accords antérieurs concernant l'objet du présent Contrat, qu'ils soient oraux ou écrits, existant entre les Parties en rapport avec l'Œuvre et tous droits et obligations y afférents. Le présent Contrat ne peut être modifié, sauf par un acte écrit signé par chaque Partie.



#### **ARTICLE 27 – SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Conformément à la loi n°2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique, les Parties conviennent expressément de conclure le présent contrat sous la forme d'un écrit électronique. Elles admettent ainsi que cet écrit constitue l'original du document et qu'il sera établi et conservé par le Producteur dans des conditions de nature à permettre d'identifier dûment ses signataires et à en garantir l'intégrité. Les Parties s'engagent à ne pas en contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante sur le fondement de sa nature électronique.

Les Parties conviennent de recourir à un procédé de signature électronique dite « à la volée », au moyen d'un certificat électronique à usage unique et constituant un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel cette signature électronique s'attache, conformément à l'article 1367 du Code civil et au décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017. A cette fin, le Producteur a proposé à l'Auteur-Réalisateur et au Conseil, qui l'ont accepté, d'utiliser le procédé dont le Producteur dispose dans le cadre de son partenariat avec un prestataire tiers. Afin de donner une parfaite information quant à la valeur juridique et aux modalités d'utilisation de ce procédé de signature électronique ainsi choisi, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil déclarent et reconnaissent que les informations utiles détaillées leur ont été communiquées préalablement à la conclusion du présent Contrat.

Fait à Paris, le 15 février 2022

en 3 exemplaires

**Le Producteur**

**L'Auteur-Réalisateur**

**Le Conseil**

## ANNEXE 1

### Remuneration Proportionnelle

La Rémunération Proportionnelle telle que définie ci- dessous est due à L'Auteur-Réalisateur et, le cas échéant le Conseil, dans le cadre de l'exploitation du Programme et dans les conditions de l'article 14.

« PP » désigne le prix payé par le public et « RN » désigne les recettes nettes telles que définies en Annexe 2 du présent Contrat.

« [Taux A] » désigne un pourcentage de : 1,5% (un virgule cinq pour cent)

« [Taux B] » désigne un pourcentage de : 1 % (un)

1. Exploitation sur les Services Disney dans l'univers entier qui ne résulte pas d'un prix individualisé payé par le public pour accéder au Programme et/ou à l'Œuvre (par exemple, la SVOD, AVOD, FVOD et l'exploitation télévisuelle), sauf disposition contraire prévue aux présentes, conformément à l'article 13.6 du présent Contrat.

L'Auteur-Réalisateur et le Conseil reconnaissent et acceptent que la base de calcul de la rémunération proportionnelle ne peut pas être déterminée pour l'exploitation du Programme sur les Services Disney car elle n'entraîne pas le paiement d'un prix individualisé par le public pour accéder au Programme et ne peut être déterminée en fonction des recettes d'exploitation. Conformément à l'article L.131-4 du CPI alinéa 2, l'Auteur-Réalisateur et le Conseil perçoivent à titre de rémunération complète et définitive la somme mentionnée à l'article 13.1 du présent Contrat et l'Auteur-Réalisateur n'aura pas le droit de recevoir une rémunération additionnelle de quelque nature que ce soit. Toutefois, l'Auteur-Réalisateur conserve le droit de percevoir, le cas échéant, les redevances des sociétés de gestion collective (par exemple, de la SACD) dans les territoires dans lesquels ces sociétés assurent une collecte et ont mis en place un accord.

#### 2. Autres exploitations :

##### 2.1. Exploitations en France :

Par « France », on entend les territoires suivants : France, DROM POM COM TOM, Principauté de Monaco, Principauté d'Andorre, navires, avions et trains battant pavillon français.

2.1.1. Exploitation par télédiffusion : Conformément à l'article 13.6 du présent Contrat, l'Auteur-Réalisateur percevra les redevances versées par la SACD ou la SCAM et Disney n'aura aucune obligation de payer une quelconque rémunération proportionnelle à l'Auteur-Réalisateur. En ce qui concerne la télédiffusion par câble simultanée, intégrale et inchangée, ces droits seront gérés dans le cadre des accords conclus directement ou indirectement par la SACD ou la SCAM.

Toutefois, si la SACD ou la SCAM cesse de collecter lesdites redevances, Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A]



du PP hors taxes, ou dans le cas où le PP ne pourrait être déterminé ou l'application de la rémunération proportionnelle ne pourrait être contrôlée, [Taux B] des RN.

2.1.2. Exploitation par vidéo à la demande (VOD) hors SVOD – Pay Per View : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] hors taxes, ou dans le cas où le PP ne pourrait être déterminé ou l'application de la rémunération proportionnelle ne pourrait être contrôlée, [Taux B] des RN.

2.1.3. Exploitation par vidéo à la demande par abonnement (SVOD) par des tiers : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux B] des RN.

2.1.4. Exploitation Vidéographique : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] du PP hors taxes. Toutefois, les Parties reconnaissent et acceptent qu'il est impossible de déterminer la base de calcul de la rémunération proportionnelle et de contrôler l'application de cette rémunération proportionnelle. Par conséquent, les Parties conviennent de déterminer le PP comme suit : les Parties conviennent de faire application d'un coefficient correcteur de 1,5 aux recettes brutes hors taxes encaissées par l'éditeur vidéographique au titre de la vente ou la location des vidéogrammes, tel que déclaré au CNC (Centre National du Cinéma et de l'Image Animée) en France. La responsabilité de Disney ne pourra en aucun cas être recherchée dans l'hypothèse où le PP pour l'acquisition et/ou la location des vidéogrammes ne pourrait être déterminé.

2.1.5. Exploitation sous la forme d'une œuvre multimédia :

(i) Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] du PP hors taxes, ou dans le cas où le PP ne pourrait être déterminé ou l'application de la rémunération proportionnelle ne pourrait être contrôlée, [Taux B] des RN.

(ii) Pour l'exploitation de le Programme sous forme d'extraits de moins de 6 (six) minutes (représentant seuls moins de 10% (dix pour cent) ou au total moins de 15% (quinze pour cent) de la durée de l'œuvre) par intégration et sans modification dans un programme multimédia interactif pouvant être exploité sur tous supports destinés à la vente, à la location ou au prêt pour l'usage privé du public ou par télédiffusion par voie hertzienne terrestre, par câble, satellite ou en réseau, les Parties conviennent d'appliquer le Protocole du 12 octobre 1999 signé entre la SACD et la PROCIREP. Si ce Protocole vient à expiration et n'est pas renouvelé, la rémunération de l'Auteur-Réalisateur et du Conseil serait constituée par le pourcentage prévu au Paragraphe (i) ci-dessus.

BW + > LA



#### 2.1.6. Exploitation cinématographique :

(i) Dans les salles du secteur commercial : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] du PP dans les salles du secteur commercial qui sont assujetties à l'obligation d'établir un bordereau de recettes, sous la seule déduction de la TVA, de la TSA, ou de tout autre prélèvement parafiscal ou professionnel effectué par l'administration. Afin de tenir compte des tarifs dégressifs de location éventuels accordés le cas échéant par le distributeur aux exploitants, le produit de ce pourcentage sera pondéré, s'il y a lieu, par l'application d'un coefficient calculé en rapportant le taux moyen de location du Programme depuis le début de l'exploitation, à un taux de référence de 50 % (cinquante pour cent). Par « taux moyen de location », on entend le rapport des recettes distributeur aux recettes exploitant, telles que figurant respectivement sur les bordereaux du CNC (sous les titres « encaissements distributeurs » et « recettes hors TVA »).

(ii) Exploitation non commerciale : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux B] des RN.

2.1.7. Exploitation commerciale du making-of : Toute exploitation du making-of ne donnant pas lieu à une rémunération pour Disney (absence totale de rémunération ou absence de rémunération distincte de celle du Programme) en particulier à l'occasion de toute exploitation dans le cadre d'un bonus DVD ou d'un partenariat visant à aider à l'élaboration du Programme, ne donnera pas lieu au versement d'une rémunération pour l'Auteur-Réalisateur. Toutefois, en cas d'exploitation commerciale distincte du making-of audiovisuel du Programme, la rémunération de l'Auteur-Réalisateur sera constituée par les pourcentages prévus à la section 2.1.10 de la présente Annexe 1. Toutefois, cette rémunération ne sera pas due par Disney pour les exploitations du making-of couvertes par la gestion collective.

2.1.8. Edition littéraire (imprimée et électronique) : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle à déterminer ultérieurement d'un commun accord de bonne foi et conformément aux usages.

2.1.9. Merchandising : Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] du PP hors taxes, ou dans le cas où le PP ne pourrait être déterminé ou l'application de la rémunération proportionnelle ne pourrait être contrôlée, [Taux B] des RN.



2.1.10. Autres exploitations : Pour toutes exploitations autres que celles mentionnées ci-dessus (y compris toute exploitation du Programme sous une forme non prévisible ou non prévue à la signature des présentes, conformément à l'article L.131-6 du CPI), et sauf dispositions contraires prévues par les présentes, conformément à l'article 13.6 du présent contrat, l'Auteur-Réalisateur percevra les redevances versées par la SACD et les autres sociétés de gestion collective. Pour toutes les exploitations non couvertes par la gestion collective, Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] du PP hors taxes, ou dans le cas où le PP ne pourrait être déterminé ou l'application de la rémunération proportionnelle ne pourrait être contrôlée, [Taux B] des RN.

2.2. Exploitations dans les autres territoires : Pour toutes exploitations dans le reste du monde (à l'exclusion de la France) (y compris toute exploitation du Programme sous une forme non prévisible ou non prévue à la signature des présentes, conformément à l'article L.131-6 du CPI), et sauf dispositions contraires prévues par les présentes, conformément à l'article 13.6 du présent contrat, l'Auteur-Réalisateur percevra les redevances versées par la SACD et les autres sociétés de gestion collective. Pour toutes les exploitations non couvertes par la gestion collective, Disney versera à l'Auteur-Réalisateur une rémunération proportionnelle comme suit : [Taux A] du PP hors taxes, ou dans le cas où le PP ne pourrait être déterminé ou l'application de la rémunération proportionnelle ne pourrait être contrôlée, [Taux B] des RN.

SW + SA

## ANNEXE 2

### Définition des RN

1. RN du Programme : Les RN du Programme comprennent les montants effectivement encaissés par Disney, provenant de l'exploitation du Programme, après déduction des dépenses justifiées entraînées par l'exploitation et restant à la charge de Disney, et en particulier :

- a) la commission de distribution ou de vente au taux effectivement appliqué et qui ne pourra en tout état de cause dépasser 30% des recettes brutes;
- b) les taxes actuelles et/ou futures payées à l'administration fiscale au titre de l'exploitation commerciale du Programme par Disney et les cotisations versées au CNC et/ou toute autre administration au titre de l'exploitation commerciale du Programme;
- c) les frais de transports, droits de douanes, frais de censures ;
- d) frais de contentieux et/ou juridiques hors taxes relatifs à l'exploitation du Programme s'ils ne sont pas liés à un comportement fautif du Producteur confirmé par une décision de justice définitive;
- e) redevances dues à la SACEM sur les pays non- statutaires dans la mesure où l'exploitant ne les supporte pas ;
- f) tous les frais justifiés nécessaires à l'exploitation et à la conservation du Programme et restant à la charge de Disney, notamment mais pas exclusivement le coût du matériel publicitaire nécessaire à l'exploitation du Programme, les frais de tirage des copies, masters, sur tous supports, les frais de sous- tirage et de doublage, les frais techniques d'adaptation et d'exploitation sur tous supports et procédés, les frais d'enregistrement des marques de commerce dérivées du Programme, les taxes et impôts à l'étranger, cotisations professionnelles étrangères, etc.

2 Conditions Générales : Tous crédits d'impôt (dont en particulier le crédit d'impôt international) et incitations fiscales, aides, subventions ou primes attribuées au Programme, aux auteurs, au Producteur et/ou à Disney ne sont pas inclus dans les RN pour l'application de la Rémunération Proportionnelle.

Pour précision, dans l'hypothèse où l'Accord sur la transparence des comptes et des remontées de recettes en matière de production audiovisuelle du 19 février 2016, modifié par l'avenant n°1 du 6 juillet 2017, étendu par arrêté du 7 juillet 2017 et l'Accord professionnel sur la transparence de comptes d'exploitation des œuvres audiovisuelles conclu en application de l'article L. 251-6 du code du cinéma et de l'image animée du 6 juillet 2017, étendu par arrêté du 7 juillet 2017, ainsi que les avenants éventuels auxdits accords deviendraient obligatoirement applicables au présent Contrat, la définition des RN sera remplacée par les termes définis dans ces accords

HS  
BW

**ANNEXE 3**  
**ECHEANCIER DE PAIEMENT**

**Signature du Contrat**

Auteur-Réalisateur : 10.000 €

Conseil : 1.000 €

**1er jour de tournage**

Auteur-Réalisateur : 20.000 €

Conseil: 2.000 €

**Dernier jour de tournage**

Auteur-Réalisateur : 20.000 €

Conseil : 2.000 €

**Dernier jour de montage image du Programme**

Auteur-Réalisateur : 20.000 €

Conseil: 2.000 €

**Livraison du montage final au Producteur**

Auteur-Réalisateur : 10.000 €

Conseil : 1.000 €

**Acceptation par le Producteur du montage final du Programme**

Auteur-Réalisateur : 10.000 €

Conseil : 1.000 €

**Acceptation définitive des Masters par le diffuseur Disney**

Auteur-Réalisateur : 9.200 €

Conseil : 920 €

RSW + JH